



BOLETIM OFICIAL

SUMÁRIO

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto n° 4/2009:

Aprova o Acordo entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República Francesa relativo à Gestão Concertada dos Fluxos Migratórios e do Desenvolvimento Solidário.

Resolução n° 12/2009:

Renova o mandato e estabelece uma nova composição da Comissão Interministerial para o Estudo e Proposição das Bases da Política de Imigração.

Resolução n° 13/2009:

Cria a Agência de Desenvolvimento Empresarial e Inovação, abreviadamente ADEI.

CHEFIA DO GOVERNO:

Rectificação:

Ao Decreto-Regulamentar n° 8/2009, publicada no *Boletim Oficial*, n° 16, de 20 de Abril.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E ENSINO SUPERIOR E MINISTÉRIO DO TRABALHO, FORMAÇÃO PROFIS- SIONAL E SOLIDARIEDADE SOCIAL:

Portaria n° 16/2009:

Cria as Unidades Formativas nas Escolas Secundárias que indica.

CONSELHO SUPERIOR DA MAGISTRATURA JUDICIAL:

Publicação do resultado do Acto Eleitoral:

Torna-se público o resultado do acto eleitoral, por escrutínio secreto, de dois magistrados judiciais para o mandato de membro do Conselho Superior da Magistratura Judicial.

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n^o 4/2009

de 18 de Maio

Ante o imperativo de se cumprir todas as formalidades constitucionais respeitantes à entrada em vigor na ordem jurídica interna do Acordo entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República Francesa relativo à Gestão Concertada dos Fluxos Migratórios e do Desenvolvimento Solidário;

No uso da faculdade conferida pela alínea d), do n^o 2, do artigo 203^o da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1^o**Aprovação**

É aprovado o Acordo entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República Francesa relativo à Gestão Concertada dos Fluxos Migratórios e do Desenvolvimento Solidário, assinado em Paris, a 24 de Novembro de 2008, cujos textos autênticos, em português e francês, e respectivos anexos fazem parte integrante do presente diploma.

Artigo 2^o**Entrada em vigor**

O presente diploma entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e o Acordo referido no artigo anterior produz efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros.

José Maria Pereira Neves - José Brito - Lívio Fernandes Lopes - Maria Madalena Brito Neves

Publique-se

O Primeiro-Ministro, *José Maria Pereira Neves*

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
ET LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT RELATIF
A LA GESTION CONCERTEE DES FLUX MIGRA-
TOIRES ET AU DEVELOPEMENT SOLIDAIRE**

Le Gouvernement de la République française,

et

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert,

ci-après désignés les Parties,

- Convaincus que les flux migratoires contribuent au rapprochement entre les peuples et que leur gestion concertée constitue un facteur de développement économique, social et culturel pour les pays concernés;

- Considérant que les mouvements migratoires doivent se concevoir dans une perspective favorable au développement et qu'ils ne doivent pas se traduire par une perte définitive pour le pays d'origine de ses ressources en compétences et en dynamisme;

- Constatant que la migration doit favoriser l'enrichissement du pays d'origine à travers les transferts de fonds des migrants mais également grâce à la formation et à l'expérience que ceux-ci acquièrent au cours de leur séjour dans le pays d'accueil;

- Résolus à tout mettre en œuvre pour encourager une migration temporaire fondée sur la mobilité et l'incitation à un retour des compétences dans le pays d'origine, en particulier pour les étudiants, les professionnels à haut niveau de qualification et les cadres;

- Considérant l'article 13 de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'une part, et la Communauté Européenne d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000;

- Déterminés à adopter ensemble les mesures appropriées pour lutter contre la migration irrégulière et les activités criminelles connexes;

- Animés de la volonté d'inscrire leur action dans l'esprit des conférences ministérielles euro-africaines sur la migration et le développement organisées à Rabat les 10 et 11 juillet 2006 et à Paris les 23, 24 et 25 novembre 2008, et de la conférence Union européenne-Afrique sur la migration et le développement tenue à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006;

- Considérant le Partenariat spécial entre l'Union européenne et le Cap-Vert du 19 novembre 2007, ainsi que la déclaration commune sur un Partenariat pour la Mobilité entre l'Union européenne et la République du Cap-Vert signée à Bruxelles le 5 juin 2008, qui s'inscrit dans le cadre de l'Approche globale sur la migration adoptée par le Conseil de l'Union européenne;

- Considérant les liens d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays;

- Dans le respect des droits et garanties prévus par leurs législations respectives et par les traités et conventions internationales, en réaffirmant notamment leur engagement d'assurer le respect des droits de l'Homme et l'élimination de toutes les formes de discrimination fondées entre autres sur l'origine, le sexe, la race, la langue et la religion;

Conviennent de ce qui suit:

Article 1

Objectifs et champ d'application de l'accord

Les dispositions du présent accord visent à:

- a) favoriser la circulation des personnes,
- b) organiser les admissions au séjour,
- c) fixer les procédures de réadmission,
- d) lutter contre l'immigration irrégulière,
- e) conforter l'intégration des ressortissants légalement établis sur le territoire de l'autre Partie,
- f) mobiliser les compétences et les ressources des migrants en faveur du développement solidaire.

Article 2

Circulation des personnes

2.1. Afin de favoriser la circulation des personnes entre les deux pays, la France et le Cap-Vert s'engagent, dans le respect de leurs obligations respectives, à faciliter la délivrance aux ressortissants de l'autre Partie appartenant à l'une des catégories ci-après d'un visa de court séjour à entrées multiples, dit visa de circulation, permettant des séjours ne pouvant excéder trois mois par semestre et valable de un à cinq ans en fonction de la qualité du dossier présenté, de la durée des activités prévues en France ou au Cap-Vert et de celle de la validité du passeport.

2.2. Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux catégories suivantes: fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales munis d'un ordre de mission, hommes d'affaires, commerçants, avocats, intellectuels, universitaires, scientifiques, artistes, sportifs de haut niveau ou cadres permanents des syndicats et organisations non gouvernementales régulièrement établis sur le territoire de chacune des Parties, qui participent activement aux relations économiques, commerciales, professionnelles, universitaires, scientifiques, culturelles ou sportives entre les deux pays.

2.3. Les deux Parties s'attacheront à délivrer avec diligence un visa de court séjour au ressortissant de l'autre Partie devant être évacué d'urgence pour raison de santé.

2.4. Les dispositions qui précèdent s'appliquent sous réserve des impératifs de la lutte contre la fraude documentaire, le trafic des stupéfiants, la criminalité transfrontalière, l'immigration irrégulière et le travail illégal et des autres impératifs d'ordre et sécurité publics.

Article 3

Admission au séjour

3.1. Maintien du droit au séjour d'un étudiant pour l'acquisition d'une première expérience professionnelle

Sans préjudice des dispositions de droit commun relatives à l'entrée et au séjour en France des étudiants, une autorisation provisoire de séjour d'une durée de validité de neuf mois est délivrée au ressortissant capverdien qui, ayant achevé avec succès, dans un établissement d'enseignement supérieur français habilité au plan national, un cycle de formation conduisant à un diplôme au moins équivalent au master, souhaite dans la perspective de son retour au Cap-Vert compléter sa formation par une première expérience professionnelle en France. Pendant la durée de cette autorisation, son titulaire est autorisé à chercher et, le cas échéant, à exercer un emploi en relation avec sa formation et assorti d'une rémunération au moins égale à une fois et demie la rémunération mensuelle minimale en vigueur en France. A l'expiration de cette autorisation provisoire de séjour, l'intéressé pourvu d'un emploi ou titulaire d'une promesse d'embauche, satisfaisant aux conditions énoncées ci-dessus, est autorisé à séjourner en France pour l'exercice de son activité professionnelle, sans que soit prise en considération la situation de l'emploi.

3.2. Immigration pour motifs professionnels

3.2.1 Echange de jeunes professionnels

Les deux Parties conviennent de développer entre elles des échanges de jeunes professionnels capverdiens ou français, âgés de 18 à 35 ans, déjà engagés ou entrant dans la vie active et désireux de venir en France ou au Cap-Vert pour améliorer leurs perspectives de carrière grâce à une expérience de travail salarié dans une entreprise qui exerce une activité de nature sanitaire, sociale, agricole, artisanale, industrielle, commerciale ou libérale.

Ces jeunes professionnels sont autorisés à occuper un emploi dans les conditions prévues au présent article sans que soit prise en considération la situation du marché du travail. Dans le cas de professions réglementées, les jeunes professionnels sont soumis aux conditions d'exercice définies par l'Etat d'accueil.

Ils doivent être titulaires d'un diplôme correspondant à la qualification requise pour l'emploi offert ou posséder une expérience professionnelle dans le domaine d'activité concerné. La durée autorisée de travail peut s'étendre de trois mois à dix huit mois.

Les jeunes professionnels capverdiens et français ne peuvent poursuivre leur séjour sur le territoire de l'Etat d'accueil à l'expiration de la période autorisée d'emploi. Les deux Parties s'engagent à prendre les mesures visant à assurer l'effectivité du retour du jeune professionnel dans son pays.

Le nombre de jeunes professionnels capverdiens et français admis de part et d'autre ne doit pas dépasser 100 par an. Toute modification de ce contingent pour l'année suivante peut être décidée par simple échange de lettres entre les autorités compétentes des deux Etats avant le 1^{er} décembre de l'année en cours.

Les modalités de mise en œuvre de cet article figurent en annexe I au présent accord.

3.2.2 – Carte «compétences et talents»

La carte de séjour «compétences et talents» peut être accordée au ressortissant capverdien susceptible de participer, du fait de ses compétences et de ses talents, de façon significative et durable au développement économique ou au rayonnement, notamment intellectuel, universitaire, scientifique, culturel, humanitaire ou sportif de la France et, directement ou indirectement, du Cap-Vert. Elle est accordée pour une durée de trois ans renouvelable.

Les conditions de délivrance et de renouvellement de cette carte de séjour, ainsi que les modalités d'admission au séjour du conjoint et des enfants du bénéficiaire de cette carte, sont celles prévues par la législation française.

Afin de favoriser l'insertion des intéressés dans le système socio-économique français tout en évitant une perte pour le Cap-Vert de ses ressources en compétences, le nombre de cartes de séjour «compétences et talents» susceptibles d'être délivrées chaque année par la France à des ressortissants du Cap-Vert est limité à 100.

3.2.3 – Titre de séjour «salarié»

Article 5

Un titre de séjour temporaire portant la mention « salarié » d'une durée d'un an renouvelable est délivré à un ressortissant capverdien en vue de l'exercice, sur l'ensemble du territoire métropolitain de la France, de l'un des métiers énumérés en annexe II au présent accord sur présentation d'un contrat de travail visé par l'autorité française compétente sans que soit prise en compte la situation de l'emploi.

Cette liste de métiers peut être modifiée par échange de lettres entre les deux Parties.

Pour faciliter la formation professionnelle, l'accueil et l'insertion en France des intéressés, le nombre de titres de séjour temporaires mentionnés au premier alinéa du présent paragraphe susceptibles d'être délivrés chaque année par la France à des ressortissants du Cap-Vert est limité à 500.

3.2.4 – Les ressortissants capverdiens, qui ne pourraient bénéficier des dispositions prévues aux paragraphes 321 à 323 pour la seule raison d'un dépassement des contingents indiqués dans ces paragraphes, pourront toutefois bénéficier des dispositions de droit commun prévues par la législation française en matière d'immigration professionnelle.

Article 4

Réadmission des personnes en situation irrégulière

4.1. Réadmission des nationaux

Conformément au principe d'une responsabilité partagée en matière de lutte contre l'immigration irrégulière, chaque Partie réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie et dans le respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes, ses ressortissants en situation irrégulière sur le territoire de l'autre Partie.

Dans le respect des procédures et des délais légaux et réglementaires en vigueur en France et au Cap-Vert, les deux Parties procèdent à l'identification de leurs ressortissants et à la délivrance des laissez-passer consulaires nécessaires à leur réadmission sur la base des documents énumérés à l'annexe III au présent accord.

4.2. Dispositions diverses

La France et le Cap-Vert s'informent mutuellement des résultats des recherches effectuées pour déterminer la nationalité de la personne en situation irrégulière afin de procéder à sa réadmission dans les meilleurs délais.

Les frais relatifs au transport jusqu'à la frontière de la Partie ayant accepté la réadmission d'un de ses ressortissants incombent à la Partie ayant demandé la réadmission. Si postérieurement à une réadmission, il apparaît que la personne concernée ne possède pas la nationalité du pays ayant préalablement accepté la réadmission, il est procédé à son retour sur le territoire de la Partie ayant demandé la réadmission, qui en supportera les frais.

Les deux Parties s'informent réciproquement, par la voie diplomatique, des points de contacts et des modalités pratiques permettant la bonne mise en œuvre des dispositions du présent article.

Coopération policière en matière de la lutte contre l'immigration irrégulière

5.1. La France s'engage à poursuivre l'expertise policière qu'elle apporte au Cap-Vert en matière de lutte contre l'immigration irrégulière. Elle confirme notamment sa disponibilité à contribuer à lutter, tant sur un plan technique qu'opérationnel, contre les filières clandestines et contre la fraude documentaire, en fonction des demandes réciproques et des circonstances particulières qui pourront survenir dans ce domaine.

Cette coopération sera menée en concertation avec les Etats membres de l'Union européenne ayant engagé un programme de coopération policière avec le Cap-Vert, par souci de cohérence des actions menées dans le cadre du Partenariat pour la Mobilité entre l'Union européenne et le Cap-Vert.

5.2. Les actions de coopération entrant dans le cadre mentionné ci-dessus seront financées par le ministère français chargé de l'immigration.

Article 6

Intégration des ressortissants de l'une des Parties régulièrement établis sur le territoire de l'autre Partie

6.1. Les deux Parties réaffirment leur attachement au principe de bonne intégration de leurs ressortissants établis légalement dans chacun des deux pays.

6.2. A cet effet, elles conviennent de créer un groupe de travail spécifique dans le cadre du comité de suivi institué à l'article 8 afin d'instaurer un dialogue régulier sur les questions d'intégration.

Article 7

Développement solidaire

7.1. La France et le Cap-Vert examineront les meilleurs moyens de mobiliser les compétences et les ressources des migrants capverdiens résidant en France en vue d'actions en faveur du développement du Cap-Vert.

Ces actions portent notamment sur:

- la réduction des coûts des transferts d'argent des migrants
- le soutien aux projets de développement local portés par les migrants,
- la promotion de l'investissement productif,
- la mobilisation des compétences des élites de la diaspora,
- l'appui aux initiatives de la jeunesse.

Ces actions feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation dans le cadre du comité mentionné à l'article 8.

7.2. La France et le Cap-Vert conviennent de promouvoir les instruments financiers créés en France dans le but de faciliter les transferts de fonds des migrants et leur investissement dans des activités participant au développement économique du Cap-Vert.

La France s'engage à développer un outil de comparaison sur internet des prix des transferts de fonds afin d'encourager la transparence des coûts et une meilleure connaissance des modalités de transfert.

7.3. Le Cap-Vert et la France s'engagent également à mettre en œuvre des mesures incitatives concertées destinées à permettre la réinsertion au Cap-Vert de ressortissants capverdiens installés régulièrement en France depuis plus de deux ans et volontaires pour un tel retour. Parallèlement, les deux pays encourageront la réinsertion des étudiants dans leur pays d'origine à la suite d'une expérience d'expatriation dans l'un ou l'autre des deux pays.

Article 8

Comité de suivi

La France et le Cap-Vert décident de créer un comité de suivi de l'application du présent accord composé de représentants des administrations des deux Parties. Ce comité se réunit au moins une fois par an dans l'un ou l'autre pays. Il est destiné :

- à l'observation des flux migratoires ;
- à l'évaluation des résultats des actions mentionnées dans le présent accord ;
- à la formulation de toutes propositions utiles y compris de coopération dans les domaines couverts par le présent accord pour en améliorer les effets.

Article 9

Limitation territoriale de l'accord

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux départements européens de la République française.

Article 10

Dispositions finales

Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de la dernière notification de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures constitutionnelles requises.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être modifié par accord entre les deux Parties.

Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties avec un préavis de trois mois par la voie diplomatique. La dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties résultant de la mise en œuvre du présent accord sauf si les Parties en décident autrement d'un commun accord.

Les difficultés d'interprétation et d'application du présent accord sont réglées au sein du comité de suivi mentionné à l'article 8 ou, à défaut, par la voie diplomatique.

En foi de quoi les représentants des Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord, établi en double exemplaire en langue française et en langue portugaise, les deux textes faisant également foi.

Fait à Paris, le 24 novembre 2008

Pour le Gouvernement de la République Française

Le Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, *Brice HORTEFEUX*

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert

Le Ministre des Affaires étrangères de la Coopération et des Communautés, *José BRITO*

ANNEXE I

Les autorités gouvernementales chargées de la mise en œuvre de l'article 3, paragraphe 321 sont :

- pour la Partie française : le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire;
- pour la Partie capverdienne : le ministère du travail, de la formation professionnelle et de la solidarité sociale.

Les jeunes professionnels qui désirent bénéficier de ces dispositions doivent en faire la demande à l'organisme chargé dans leur Etat de centraliser et de présenter les demandes. La désignation de ces organismes fait l'objet d'un échange de lettres entre les deux Parties.

Les jeunes professionnels doivent joindre à leur demande toutes les indications nécessaires sur leurs diplômes ou leur expérience professionnelle et faire connaître également l'entreprise pour laquelle ils sollicitent l'autorisation de travail.

Il appartient à l'un ou à l'autre des organismes précités d'examiner cette demande et de la transmettre, lorsque les conditions prévues sont remplies, à l'organisme de l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel auquel il a droit. Ces organismes font tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans les meilleurs délais.

Pour faciliter les recherches d'emploi des candidats, les organismes désignés ci-dessus mettent à leur disposition la documentation nécessaire pour la recherche d'un employeur et prennent toutes dispositions utiles afin de faire connaître aux entreprises les possibilités offertes par les échanges de jeunes professionnels. Des informations sur les conditions de vie et de travail dans l'Etat d'accueil sont également mises à la disposition des intéressés.

Les autorités gouvernementales mentionnées ci-dessus font tous leurs efforts pour que les jeunes professionnels puissent recevoir des autorités administratives compétentes, dans les meilleurs délais, le visa d'entrée

et l'autorisation de séjour prévus par la législation en vigueur dans l'Etat d'accueil et pour que les difficultés qui pourraient éventuellement surgir soient réglées le plus rapidement possible.

Les jeunes professionnels bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat d'accueil pour tout ce qui concerne l'application des lois, règlements et usages régissant les relations et conditions de travail, la protection sociale, la santé, l'hygiène et la sécurité au travail. Ils reçoivent de leur employeur un salaire équivalent à celui versé aux ressortissants de l'Etat d'accueil travaillant dans les mêmes conditions.

Le conjoint et les enfants des jeunes professionnels ne peuvent bénéficier de la procédure de regroupement familial.

ANNEXE II

Liste des métiers ouverts aux ressortissants capverdiens

Domaines	Intitulés
COMMERCE	
14232	Technicien de la vente à distance
14312	Attaché commercial en biens intermédiaires et matières premières
33121	Marchandiseur
ELECTRICITE, ELECTRONIQUE	
52132	Dessinateur-projeteur en électricité et électronique
52133	Dessinateur en électricité et électronique
52221	Technicien de contrôle-essai-qualité en électricité et électronique
INFORMATIQUE	
32321	Informaticien d'étude
32331	Informaticien expert
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	
42112	Ouvrier des travaux publics
42113	Ouvrier du béton
42121	Monteur structures métalliques
42122	Monteur en structures bois (charpentier)
42123	Couvreur
42221	Poseur de fermetures menuisées (menuisier, serrurier)
42232	Poseur de revêtements souples (Ex : poseur de moquettes)
61221	Dessinateur du BTP
61222	Géomètre
61223	Chargé d'études techniques du BTP
61231	Chef de chantier du BTP
61232	Conducteur de travaux du BTP

MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX	
44316	Mécanicien d'engins de chantier, de levage et manutention et de machines agricoles
52121	Dessinateur-projeteur de la construction mécanique et du travail des métaux
52122	Dessinateur de la construction mécanique et du travail des métaux
52211	Technicien de fabrication de la construction mécanique et du travail des métaux
52212	Technicien qualité de la construction mécanique et du travail des métaux
52313	Installateur-maintenicien en ascenseurs (et autres systèmes automatiques)
MATERIAUX SOUPLES, BOIS, INDUSTRIES GRAPHIQUES (INDUSTRIES LEGERES)	
46321	Conducteur de machine de fabrication des industries de l'ameublement et du bois (et matériaux associés)
46322	Façonneur bois et matériaux associés (production de série)
52243	Technicien des industries de l'ameublement et du bois
MAINTENANCE	
52314	Inspecteur de mise en conformité
52333	Maintenicien en électronique
TRANSPORTS, LOGISTIQUE ET TOURISME	
52111	Technicien de méthodes-ordonnancement-planification de l'industrie
GESTION, ADMINISTRATION DES ENTREPRISES	
32112	Cadre de l'audit et du contrôle comptable et financier
BANQUE ET ASSURANCES	
33221	Responsable d'exploitation en assurances
INDUSTRIES DE PROCESS	
45222	Opérateur de formage du verre
45231	Pilote d'installation de production cimentière
52231	Technicien de production des industries de process
HOTELLERIE, RESTAURATION ET ALIMENTATION	
13212	Cuisinier
47122	Préparateur en produits carnés (boucher)
SERVICES AUX PARTICULIERS ET AUX COLLECTIVITES	
11212	Laveur de vitres spécialisé

ANNEXE III

Identification des nationaux

1. La nationalité de la personne est considérée comme établie sur la base d'un des documents suivants en cours de validité et donne lieu à la délivrance immédiate d'un laissez-passer consulaire :

- carte d'identité;
- certificat de nationalité;
- décret de naturalisation;
- carte d'immatriculation consulaire;
- livret militaire.

Un laissez-passer consulaire périmé permet également d'établir la nationalité et donne lieu à la délivrance immédiate d'un nouveau laissez-passer consulaire.

Si la personne concernée est en possession d'un passeport en cours de validité, la réadmission s'effectue sans délivrance d'un laissez-passer consulaire.

2. La nationalité de la personne est considérée comme présumée sur la base d'un des documents suivants:

- l'un des documents périmés mentionnés à l'alinéa précédent à l'exception du laissez-passer consulaire;
- un document émanant des autorités officielles de la partie requise et mentionnant l'identité de l'intéressé;
- un acte de naissance;
- une autorisation ou un titre de séjour d'étranger, même périmé(e);
- la photocopie de l'un des documents précédemment énumérés;
- les déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie.

Si, après vérification des documents énumérés au point 2, la nationalité peut être établie, un laissez-passer consulaire est immédiatement délivré afin de permettre le retour de la personne concernée.

3. En cas de doutes sur la nationalité, le représentant compétent des services consulaires procède, dans un délai de 48 heures suivant la réception de la demande de délivrance de laissez-passer consulaire, à l'audition de la personne concernée dans les établissements pénitentiaires, dans les centres ou locaux de rétention administrative ou dans les locaux diplomatiques ou consulaires.

Lors de cette audition, la partie requérante peut présenter à l'autre Partie tout document autre que ceux mentionnés aux points 1 et 2 et pouvant contribuer à déterminer la nationalité de la personne concernée.

À l'issue de cette audition, soit le laissez-passer consulaire est immédiatement délivré, soit il est procédé à des vérifications complémentaires auprès des autorités centrales compétentes qui donnent leur réponse dans un délai de dix jours calendaires à compter de la réception de la demande de laissez-passer consulaire.

4. Le refus de délivrance d'un laissez-passer consulaire doit être motivé par écrit à l'exception des cas où la personne concernée ne présente aucun élément permettant de vérifier sa nationalité.

ACORDO ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA E O GOVERNO DA REPÚBLICA DE CABO VERDE RELATIVO À GESTÃO CONCERTADA DOS FLUXOS MIGRATÓRIOS E DO DESENVOLVIMENTO SOLIDÁRIO

O Governo da República Francesa,

e

O Governo da República de Cabo Verde,

A seguir designados como as Partes,

- Convictos de que os fluxos migratórios contribuem para a aproximação entre os povos e que a sua gestão concertada constitui um factor de desenvolvimento económico, social e cultural para os países envolvidos;

- Considerando que os movimentos migratórios devem ser concebidos numa perspectiva propícia ao desenvolvimento e que não devem resultar na perda definitiva para o país de origem dos seus recursos em competências e em dinamismo;

- Constatando que a migração deve fomentar o enriquecimento do país de origem graças às remessas dos migrantes mas também graças à formação e à experiência que estes adquirem durante a sua estadia no país de acolhimento;

- Determinados a fazer o possível para encorajar uma migração temporária baseada na mobilidade e na incitação a um regresso das competências no país de origem, em particular para os estudantes, os profissionais com alto nível de qualificação e os quadros;

- Considerando o artigo 13 do acordo de parceria entre os membros do grupo dos Estados de África, Caraíbas e Pacífico por um lado, e a Comunidade europeia por outro lado, assinado em Cotonou em 23 de Junho de 2000;

- Determinados a adoptar juntos as medidas apropriadas para lutar contra a migração ilegal e as actividades criminosas conexas;

- Animados pela vontade de agir no espírito das conferências ministeriais euro-africanas sobre a migração e o desenvolvimento organizadas em Rabat em 10 e 11 de Julho de 2006 e em Paris em 23, 24 e 25 de Novembro 2008, e da conferência União europeia-África sobre a migração e o desenvolvimento ocorrida em Trípoli em 22 e 23 de Novembro 2006;

- Considerando a Parceria especial entre a União europeia e Cabo Verde de 19 de Novembro de 2007, assim como a declaração comum sobre uma Parceria para a Mobilidade entre a União europeia e a República de Cabo Verde assinada em Bruxelas em 5 de Junho 2008 que corresponde ao âmbito da Abordagem global sobre a migração adoptada pelo Conselho da União europeia;

- Considerando os laços de amizade e de cooperação que unem ambos os países;

- No respeito dos direitos e garantias previstos pelas suas legislações respectivas e pelos tratados e conven-

ções internacionais, reafirmando nomeadamente o seu compromisso em garantir o respeito dos direitos do Homem e a eliminação de todas as formas de discriminação baseadas entre outros sobre a origem, o sexo, a raça, a língua e a religião;

Acordam o seguinte:

Artigo 1

Objectivos e âmbito de aplicação do acordo

As disposições do presente acordo visam a :

- a) Favorecer a circulação das pessoas,
- b) Organizar as admissões para efeitos de permanência
- c) Determinar os procedimentos de readmissão,
- d) Lutar contra a imigração ilegal,
- e) Favorecer a integração dos cidadãos legalmente estabelecidos no território da outra Parte,
- f) Mobilizar as competências e os recursos dos migrantes em proveito do desenvolvimento solidário.

Artigo 2

Circulação das pessoas

2.1 – A fim de favorecer a circulação das pessoas entre ambos os países, a França e Cabo Verde comprometem-se, no respeito de suas obrigações respectivas, a facilitar a concessão aos cidadãos da outra Parte pertencendo a uma das categorias seguintes um visto de curta estadia de entradas múltiplas, chamado visto de circulação, que permite uma permanência de menos de três meses por semestre e válido por um a cinco anos conforme a qualidade do dossiê apresentado, da duração das actividades previstas em França ou em Cabo Verde e do prazo de validade do passaporte.

2.2 – As disposições supra-referidas se aplicam às categorias seguintes : funcionários do Estado e das autarquias territoriais munidos de uma ordem de missão, homens de negócios, comerciantes, advogados, intelectuais, universitários, científicos, artistas, desportistas de alto nível ou quadros permanentes dos sindicatos e organizações não governamentais legalmente estabelecidos no território de cada uma das Partes, que participam activamente às relações económicas, comerciais, profissionais, universitárias, científicas, culturais ou desportivas entre os dois países.

2.3 – Ambas Partes emitirão com diligência um visto de curta estadia ao cidadão da outra Parte que necessite uma evacuação de urgência por razões de saúde.

2.4 – As disposições supra-referidas se aplicam sob reserva dos imperativos da luta contra a fraude documental, o narcotráfico, a criminalidade transfronteiriça, a imigração ilegal e o trabalho ilegal e outros imperativos de ordem e segurança públicos.

Artigo 3

Admissão para efeitos de permanência

3.1 – Manutenção do direito de residência de um estudante para adquirir uma primeira experiência profissional

Sem prejuízo das disposições de direito comum relativas à entrada e permanência em França dos estudantes, uma autorização provisória de residência válida por nove meses é dada ao cidadão cabo-verdiano que tenha concluído com êxito, num instituto de ensino superior francês habilitado nacionalmente, um ciclo de formação levando a um diploma pelo menos equivalente ao *Master*, e que, na perspectiva do seu regresso a Cabo Verde, deseje completar a sua formação com uma primeira experiência profissional em França. Durante o prazo de validade desta autorização, o titular está autorizado a buscar e, se for o caso, exercer um emprego em relação com a sua formação e dotado de uma remuneração pelo menos igual a uma vez e meia o salário mensal mínimo vigente em França. No vencimento desta autorização provisória de residência, o interessado com emprego ou com uma promessa de contratação, preenchendo as condições supra-referidas, fica autorizado a ficar em França para o exercício da sua actividade profissional, independentemente da situação do emprego.

3.2 – Imigração por motivos profissionais

3.2.1 - Intercâmbio de jovens profissionais

As Partes decidem desenvolver entre elas os intercâmbios de jovens profissionais cabo-verdianos ou franceses, entre 18 e 35 anos, já activos ou entrando na vida activa e desejosos de vir em França ou em Cabo Verde para melhorar as suas perspectivas de carreira graças a uma experiência de trabalho assalariado numa empresa que exerça uma actividade de natureza sanitária, social, agrícola, artesanal, industrial, comercial ou liberal.

Estes jovens profissionais são autorizados a ocupar um emprego nas condições previstas neste artigo independentemente da situação do mercado de trabalho. No caso de profissões regulamentadas, os jovens profissionais devem respeitar as condições de exercício definidas pelo Estado de acolhimento.

Devem possuir um diploma correspondendo à qualificação requerida para o emprego proposto ou possuir uma experiência profissional na área de actividade em questão. A autorização de trabalho pode vigorar de três a dezoito meses.

Os jovens profissionais cabo-verdianos e franceses não podem permanecer no território do Estado de acolhimento vencido o período autorizado de emprego. As duas Partes comprometem-se em tomar as medidas que garantam a efectividade do regresso do jovem profissional ao seu país.

O número de jovens profissionais cabo-verdianos e franceses admitidos por um e outro lado não deve ultrapassar 100 por ano. Qualquer modificação deste contingente para o ano seguinte pode ser decidido por simples troca de cartas entre as autoridades competentes antes de 1 de Dezembro do ano em curso.

As modalidades de implementação deste artigo constam do anexo I ao presente acordo.

3.2.2 – Cartão “competências e talentos”

O cartão de residência « competências e talentos » pode ser outorgado ao cidadão cabo-verdiano susceptível de contribuir, graças às suas competências e talentos, de maneira significativa e duradoura, ao desenvolvimento económico ou à difusão do prestígio, nomeadamente intelectual, universitário, científico, cultural, humanitário ou desportivo da França e, directa ou indirectamente, de Cabo Verde. O bilhete é concedido por um período de três anos renovável.

As condições de emissão e de renovação deste cartão de residência, bem como as modalidades de admissão para efeitos de permanência do cônjuge e dos filhos do beneficiário do cartão são aquelas previstas pela legislação francesa.

A fim de facilitar a inserção dos interessados no sistema socioeconómico francês evitando ao mesmo tempo uma perda para Cabo Verde dos seus recursos em competências, o número de cartões de residência « competências e talentos » podendo ser emitidos a cada ano pela França para cidadãos de Cabo Verde fica limitado a 100.

3.2.3 – Cartão de residência « assalariado »

Um cartão de residência temporário com a menção « assalariado » válido por um ano renovável é emitido em benefício de um cidadão cabo-verdiano para permitir o exercício, em todo o território metropolitano da França, de uma das profissões listadas em anexo II do presente acordo, mediante apresentação de um contrato de trabalho visado pela autoridade francesa competente independentemente da situação do emprego.

Esta lista de profissões pode ser alterada por troca de cartas entre ambas as Partes.

Para facilitar a formação profissional, o acolhimento e a inserção em França dos interessados, o número de cartões de residência temporários referidos na primeira alínea do presente parágrafo susceptíveis de serem emitidos pela França cada ano para cidadãos de Cabo Verde fica limitado a 500.

3.2.4 – Os cidadãos cabo-verdianos, que não poderiam beneficiar do disposto nos parágrafos 321 a 323 apenas pelo facto de os contingentes ali referidos estarem completos, poderão todavia beneficiar das disposições de direito comum previstas pela legislação francesa em matéria de imigração profissional.

Artigo 4

Readmissão das pessoas em situação ilegal

4.1 – Readmissão dos nacionais

Em conformidade com o princípio de responsabilidade partilhada em matéria de luta contra a imigração ilegal, cada Parte readmite no seu território, a pedido da outra

Parte e no respeito da dignidade e dos direitos fundamentais das pessoas, os seus cidadãos em situação irregular no território da outra Parte.

Respeitados os procedimentos e os prazos legais e regulamentares vigentes em França e em Cabo Verde, as Partes procedem à identificação dos seus cidadãos e à emissão dos salvo-condutos consulares necessários para a sua readmissão com base nos documentos constantes do anexo III ao presente acordo.

4.2 – Disposições diversas

A França e Cabo Verde informam-se mutuamente dos resultados das buscas feitas para determinar a nacionalidade da pessoa em situação irregular a fim de que seja readmitida dentro dos melhores prazos.

As despesas de transporte até a fronteira da Parte tendo aceite a readmissão de um dos seus cidadãos incumbem à Parte que solicitou a readmissão. Se após uma readmissão for averiguado que a pessoa em questão não possui a nacionalidade do país tendo aceite previamente a readmissão, organizar-se-á o regresso desta pessoa para o território da Parte que solicitou a sua readmissão, e que deverá arcar com os custos.

Ambas as Partes informam-se mutuamente, pela via diplomática, dos pontos de contacto e das modalidades práticas permitindo uma boa implementação das disposições do presente artigo.

Artigo 5

Cooperação policial em matéria de luta contra a imigração ilegal

5.1 – A França prosseguirá com a assistência policial especializada dada a Cabo Verde em matéria de luta contra a imigração ilegal. Ela confirma nomeadamente a sua disponibilidade para contribuir a lutar, tanto no plano técnico como operacional, contra as redes clandestinas e contra a fraude documental, em função dos pedidos recíprocos e das circunstâncias particulares que poderão surgir neste domínio.

Esta cooperação será realizada em concertação com os Estados membros da União europeia tendo iniciado um programa de cooperação policial com Cabo-Verde, pela coerência das acções realizadas no âmbito da Parceria para a Mobilidade entre a União europeia e Cabo Verde.

5.2 – As acções de cooperação que entram no âmbito acima referido serão financiadas pelo ministério francês responsável pela imigração.

Artigo 6

Integração dos nacionais de uma das Partes regularmente estabelecidos no território da outra Parte

6.1 – As duas Partes reafirmam o seu apego ao princípio de boa integração dos seus cidadãos estabelecidos legalmente em ambos os países.

6.2 – Neste intuito, elas decidem criar um grupo de trabalho específico no âmbito do comité de seguimento instituído no artigo 8 a fim de instaurar um diálogo regular sobre as questões de integração.

Artigo 7

Desenvolvimento solidário

7.1 – A França e Cabo Verde analisarão as melhores formas de mobilizar as competências e os recursos dos migrantes cabo-verdianos residentes em França com vista a acções em prol do desenvolvimento de Cabo Verde.

Estas acções envolvem nomeadamente:

- a redução dos custos das remessas de dinheiro feitas pelos migrantes
- o apoio aos projectos de desenvolvimento local lançados pelos migrantes,
- a promoção do investimento produtivo,
- a mobilização das competências das elites da diáspora,
- o apoio às iniciativas da juventude.

Estas acções serão alvo de um seguimento e de uma avaliação no âmbito do comité referido no artigo 8.

7.2 – A França e Cabo Verde decidem promover os instrumentos financeiros criados em França com o intuito de facilitar as remessas de dinheiro dos migrantes e o seu investimento em actividades que contribuam para o desenvolvimento económico de Cabo Verde.

A França compromete-se em desenvolver uma ferramenta de comparação na internet dos preços das transferências de dinheiro a fim de encorajar a transparência dos custos e um melhor conhecimento das modalidades de remessa.

7.3 – Cabo Verde e a França também se comprometem em implementar medidas incitativas concertadas para permitir a reinserção em Cabo Verde dos cidadãos cabo-verdianos instalados legalmente em França por mais de dois anos e voluntários para tal regresso. Paralelamente, ambos os países apoiarão a reinserção dos estudantes no seu país de origem após uma experiência de expatriação em um ou outro destes dois países.

Artigo 8

Comité de seguimento

A França e Cabo Verde decidem criar um comité de seguimento da aplicação do presente acordo composto por representantes das administrações das duas Partes. Este comité reúne-se ao menos uma vez ao ano em um ou outro país. Ele tem por missão:

- Observar os fluxos migratórios;
- Avaliar os resultados das acções referidas no presente acordo;
- Formular quaisquer propostas úteis inclusive de cooperação nos domínios abrangidos pelo presente acordo para melhorar os seus efeitos.

Artigo 9

Limitação territorial do acordo

O disposto no presente acordo aplica-se aos departamentos europeus da República francesa.

Artigo 10

Disposições finais

O presente acordo entra em vigor no primeiro dia do segundo mês a seguir à data da última notificação do cumprimento por cada uma das Partes dos trâmites requeridos constitucionalmente.

É celebrado por uma duração indeterminada.

Pode ser alterado por acordo entre as Partes.

Pode ser denunciado por uma ou outra Parte com um aviso prévio de três meses pelo canal diplomático. A denúncia não põe em questão os direitos e obrigações das Partes resultando da implementação do presente acordo, salvo se as Partes decidem em contrário de comum acordo.

As dificuldades de interpretação e de aplicação do presente acordo são resolvidas pelo comité de seguimento referido no artigo 8 ou, na falta dele, pelo canal diplomático.

Em fé de quê, os representantes das Partes, devidamente autorizados para este efeito, assinaram o presente acordo, estabelecido em duplo exemplar em língua francesa e em língua portuguesa, ambos os textos fazendo igualmente fé.

Feito em Paris, em 24 de Novembro de 2008

Pelo Governo da República Francesa,

O Ministro da Imigração, da Integração, da Identidade Nacional e do Desenvolvimento Solidário, *Brice HORTEFEUX*

Pelo Governo da República de Cabo Verde,

O Ministro dos Negócios Estrangeiros, Cooperação e Comunidades, *José BRITO*

ANEXO I

As autoridades governamentais encarregadas da implementação do artigo 3, parágrafo 321 são:

- Para a Parte francesa : o ministério da imigração, da integração, da identidade nacional e do desenvolvimento solidário ;
- Para a Parte cabo-verdiana : o ministério do trabalho, da formação profissional e da solidariedade social.

Os jovens profissionais que desejarem beneficiar destas disposições devem fazer o pedido junto ao organismo encarregado no Estado deles de centralizar e de apresentar os pedidos. A designação destes organismos é feita por troca de correspondências entre as duas Partes.

Os jovens profissionais devem indicar no seu pedido todas as informações necessárias sobre os seus diplomas ou a sua experiência profissional e também indicar a empresa para a qual solicitam a autorização de trabalho.

Caberá a um ou outro dos organismos referidos acima analisar este pedido e transmiti-lo, quando preenchidas as condições previstas, ao organismo do outro Estado, levando em conta o contingente anual ao qual tem direito. Estes organismos fazem o possível para instruir os pedidos dentro dos melhores prazos.

Para facilitar a busca de emprego dos candidatos, os organismos acima designados disponibilizam a documentação necessária para a procura de um emprego e tomam as medidas úteis para informar as empresas das possibilidades proporcionadas pelos intercâmbios de jovens profissionais. Informações sobre as condições de vida e de trabalho no Estado de acolhimento também são colocadas à disposição dos interessados.

As autoridades governamentais acima referidas envidam os esforços necessários para que os jovens profissionais possam receber das autoridades administrativas competentes, dentro dos melhores prazos, o visto de entrada e a autorização de residência previstos pela legislação vigente no Estado de acolhimento e para que as dificuldades que poderiam eventualmente surgir sejam resolvidas o quanto antes.

Os jovens profissionais beneficiam da igualdade de tratamento em relação aos cidadãos do Estado de acolhimento em tudo o que diz respeito à aplicação das leis, regulamentos e usos regendo as relações e condições de trabalho, a protecção social, a saúde, a higiene e a segurança ao trabalho. Recebem do seu empregador um salário equivalente àquele pago aos cidadãos do Estado de acolhimento trabalhando nas mesmas condições.

O cônjuge e os filhos dos jovens profissionais não podem beneficiar do procedimento de reagrupamento familiar.

ANEXO II

Lista das profissões abertas aos cidadãos cabo-verdianos

Domínios	Designações
COMÉRCIO	
14232	Técnico de venda à distância
14312	Agente comercial em bens intermédios e matérias-primas
33121	Repositor (concepção de secções e de pontos de venda)
ELECTRICIDADE, ELECTRÓNICA	
52132	Desenhador projectista em electricidade e electrónica
52133	Desenhador em electricidade e electrónica
52221	Técnico de controlo-ensaio-qualidade em electricidade e electrónica

INFORMÁTICA	
32321	Informático de estudo
32331	Informático perito
CONSTRUÇÃO CIVIL E OBRAS PÚBLICAS	
42112	Trabalhador da construção civil e obras públicas
42113	Trabalhador do betão
42121	Montador de estruturas metálicas
42122	Montador de estruturas em madeira (carpinteiro)
42123	Assentador de telhados
42221	Instalador de fechos (marceneiro, serralheiro)
42232	Assentador de revestimentos flexíveis (Ex : colocador de alcatifas)
61221	Desenhador da construção civil e obras públicas
61222	Geómetra
61223	Encarregado de estudos técnicos da construção civil e obras públicas
61231	Chefe de estaleiro da construção civil e obras públicas
61232	Mestre-de-obras da construção civil e obras públicas
MECÂNICA, METALURGIA	
44316	Mecânico de máquinas de construção, de elevação e manutenção e de máquinas agrícolas
52121	Desenhador projectista da construção mecânica e da metalurgia
52122	Desenhador da construção mecânica e da metalurgia
52211	Técnico de fabrico da construção mecânica e da metalurgia
52212	Técnico de qualidade da construção mecânica e da metalurgia
52313	Instalador-técnico de manutenção de elevadores (e outros sistemas automáticos)
MATERIAIS FLEXÍVEIS, MADEIRAS, INDÚSTRIAS GRÁFICAS (INDÚSTRIAS LEVES)	
46321	Condutor de máquina de fabrico das indústrias de móveis e da madeira (e materiais associados)
46322	Ajustador madeira e materiais associados (produção em série)
52243	Técnico das indústrias de móveis e da madeira
MANUTENÇÃO	
52314	Verificador de conformidade
52333	Agente de manutenção em electrónica

TRANSPORTES, LOGÍSTICA E TURISMO	
52111	Técnico de métodos-ordenação-planeamento da indústria
GESTÃO, ADMINISTRAÇÃO DAS EMPRESAS	
32112	Agente de enquadramento de auditoria e do controlo contabilístico e financeiro
BANCO E SEGUROS	
33221	Responsável de operações em seguros
INDÚSTRIAS DE PROCESSAMENTO	
45222	Operador de modelagem do vidro
45231	Piloto de instalação de produção de cimento
52231	Técnico de produção das indústrias de processamento
HOTELARIA, RESTAURAÇÃO E ALIMENTAÇÃO	
13212	Cozinheiro
47122	Preparador de produtos de carne (cortadores)
SERVIÇOS AOS PARTICULARES E ÀS COLECTIVIDADES	
11212	Lavador de vidros especializado

ANEXO III

Identificação dos nacionais

1- A nacionalidade da pessoa é considerada como estabelecida com base em um dos documentos seguintes válidos e permite a emissão imediata de um salvo-conduto consular:

- Bilhete de identidade;
- Certificado de nacionalidade;
- Decreto de naturalização;
- Cartão de matrícula consular;
- Cédula militar.

Um salvo-conduto consular vencido permite também estabelecer a nacionalidade e permite a emissão imediata de um novo salvo-conduto consular.

Se a pessoa interessa detiver um passaporte válido, a readmissão tem lugar sem a emissão de um salvo-conduto consular.

2- A nacionalidade da pessoa é considerada como presumida com base em um dos documentos seguintes:

- Um dos documentos vencidos referidos na alínea precedente exceptuando o salvo-conduto consular;
- Um documento das autoridades oficiais da parte requerida e mencionando a identidade do interessado;

- Uma certidão de nascimento;
- Uma autorização ou um cartão de residência de estrangeiro, mesmo vencido;
- A fotocópia de um dos documentos referidos acima;
- As declarações do interessado devidamente registadas pelas autoridades administrativas ou judiciais da Parte.

Se, após verificação dos documentos listados no ponto 2, a nacionalidade puder ser estabelecida, um salvo-conduto consular é imediatamente emitido para permitir o regresso da pessoa interessada.

3- Em caso de dúvidas sobre a nacionalidade, o representante competente dos serviços consulares faz, em um prazo de 48 horas após a recepção do pedido de emissão de salvo-conduto consular, a entrevista da pessoa interessada nos estabelecimentos penitenciários, nos centros ou locais de retenção administrativa ou nos locais diplomáticos ou consulares.

Durante esta entrevista, a parte requerente pode apresentar à outra Parte qualquer documento que não os referidos nos pontos 1 e 2 podendo contribuir para a determinação da nacionalidade da pessoa interessada.

Ao cabo desta entrevista, ou o salvo-conduto é imediatamente emitido, ou são feitas verificações complementares junto às autoridades centrais competentes que respondem em um prazo de dez dias civis a partir da recepção do pedido de salvo-conduto consular.

4- O indeferimento de um pedido de salvo-conduto consular deve ser fundamento por escrito exceptuando os casos onde a pessoa interessada não apresenta nenhum elemento permitindo verificar a sua nacionalidade.

O Primeiro-Ministro, *José Maria Pereira Neves*

Resolução nº 12/2009

de 18 de Maio

Dada a complexidade da missão atribuída à Comissão Interministerial para o Estudo e Proposição das Bases da Política de Imigração, criada por Resolução do Conselho de Ministros nº 8/2008, de 3 de Março, não foi possível avançar muito com os trabalhos a seu cargo, razão pela qual se fixa agora um prazo certo de mais sete meses e se aumenta o número de vogais que integram a referida Comissão.

Nestes termos,

No uso da faculdade conferida pelo nº 2 do artigo 260º da Constituição, o Governo aprova a seguinte Resolução:

Artigo 1º

Objecto

A presente Resolução tem por objecto renovar o mandato e estabelecer uma nova composição da Comissão

Interministerial para o Estudo e Proposição das Bases da Política de Imigração, criada por Resolução do Conselho de Ministros nº 8/2008, de 3 de Março.

Artigo 2º

Mandato

O mandato da Comissão Interministerial é de sete meses, a contar da data de entrada em vigor da presente resolução, extinguindo-se com a conclusão dos respectivos trabalhos e sua aprovação pelo Conselho de Ministros.

Artigo 3º

Aumento do número de vogais

O número de vogais previsto no nº 1 do artigo 7º da Resolução do Conselho de Ministros nº 8/2008, de 3 de Março, passa a ser de sete.

Artigo 4º

Entrada em vigor

A presente Resolução entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação.

Vista e aprovada em Conselho de Ministros

José Maria Pereira Neves

Publique-se.

O Primeiro-Ministro, *José Maria Pereira Neves*

Resolução nº 13/2009

de 18 de Maio

As metas estabelecidas pelo Governo de Cabo Verde quanto ao crescimento do país só serão atingíveis se se puder reforçar a competitividade da economia e construir vantagens competitivas nos quatro sectores de transformação: Turismo, Pescas, *Hub* dos Transportes e Serviços (subcontratação de Tecnologia de Informação e Finanças). Em qualquer desses sectores, a competitividade de Cabo Verde depende de um sector privado forte. São as empresas que competem no mercado, não os governos.

Neste sentido, urge redobrar esforços para apoiar o desenvolvimento do sector privado cabo-verdiano, reconhecidamente a melhor opção para a consecução dos objectivos nacionais. O Governo tem consciência dos desafios que se colocam: dificuldade na obtenção de financiamento; constrangimentos ligados à política fiscal; falta de capacidade dentro do próprio sector; inexistência de uma entidade que congregue o apoio e a promoção do desenvolvimento do sector privado.

Decidiu, neste quadro, o Governo criar a Agência de Desenvolvimento Empresarial e Inovação (ADEI), dotada de capacidade e autonomia, que trabalhará na promoção do sector privado nacional e da inovação, na identificação e eliminação dos constrangimentos ao desenvolvimento empresarial, no aproveitamento das oportunidades do

mercado, visando fundamentalmente a constituição de um sector privado forte e competitivo. Esta Agência ficará sob supervisão do Ministro da Economia, Crescimento e Competitividade (MECC).

Assim:

Nos termos do nº 1 do artigo 6º da Lei nº 96/V/99, de 22 de Março; e

No uso da faculdade conferida pelo nº 2 do artigo 260º da Constituição, o Governo aprova a seguinte Resolução:

Artigo 1.º

Criação

É criada, sob a superintendência do Ministério que tutela a área da economia, a Agência de Desenvolvimento Empresarial e Inovação, abreviadamente ADEI, pessoa colectiva de direito público, dotada de autonomia administrativa, financeira e patrimonial.

Artigo 2.º

Entrada em vigor

A presente Resolução entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação.

Vista e aprovada em Conselho de Ministros.

José Maria Pereira Neves

Publique-se.

O Primeiro-Ministro, *José Maria Pereira Neves*

o **§** **o**

CHEFIA DO GOVERNO

Secretaria-Geral

Rectificação

Por ter saído de forma inexacta o Decreto-Regulamentar nº 8/2009, publicada no *Boletim Oficial* nº 16, I Série, e 20 de Abril, republica-se.

Decreto-Regulamentar nº 8/2009

de 20 de Abril

Considerando a necessidade imperiosa e urgente de aprovação do Estatuto do Pessoal Docente da Universidade de Cabo Verde (Uni-CV), criada pelo Decreto-Lei nº 53/2006, de 20 de Novembro, de modo a que a universidade pública possa dispor de normas que, tendo em conta as disposições imperativas do Código Laboral vigente, regulamentem especifica e adequadamente o regime de trabalho e de gestão das diferentes categorias de docentes de que a instituição carece para o cabal cumprimento da sua missão;

Ouvidos os departamentos governamentais responsáveis pelas áreas da Administração Pública e das finanças e bem assim das organizações sindicais representativas do pessoal docente;

Ao abrigo das disposições combinadas dos artigos 38º e 40º dos Estatutos da Uni-CV e da alínea *k*) do nº 3 do artigo 16º da Lei nº 96/V/99, de 22 de Março, alterado pelo Decreto-Lei nº 2/2005, de 10 de Janeiro, e no uso da faculdade conferida pela alínea *b*) do artigo 204º da Constituição da República, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1º

Aprovação

É aprovado o Estatuto do Pessoal Docente da Universidade de Cabo-Verde (UNI-CV), anexo ao presente diploma, do qual faz parte integrante e baixa assinado pela Ministra da Educação e do Ensino Superior.

Artigo 2º

Desenvolvimento

As normas constantes do Estatuto do Pessoal Docente da Uni-CV podem ser desenvolvidas por regulamentos internos, deliberações e ordens de serviço aprovados pelos órgãos competentes da universidade, sem prejuízo das disposições imperativas do Código Laboral e demais normas legais aplicáveis.

Artigo 3º

Entrada em vigor

1. O presente diploma entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação, sem prejuízo do número seguinte.

2. A aplicação da tabela salarial anexa ao Estatuto do Pessoal Docente, e que dele faz parte integrante, produz efeitos a partir de 1 de Abril de 2009.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros.

José Maria Pereira Neves - Cristina Duarte - Vera Valentina Benrós de Melo Duarte Lobo de Pina

Promulgado em 14 de Abril de 2009

Publique-se.

O Presidente da República, PEDRO VERONA RODRIGUES PIRES

Referendado em 15 de Abril de 20089

O Primeiro-Ministro, *José Maria Pereira Neves*

ESTATUTO DO PESSOAL DOCENTE DA UNIVERSIDADE DE CABO-VERDE

CAPÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

Objecto e âmbito de aplicação

1. O presente diploma estabelece o Estatuto do Pessoal Docente da Universidade de Cabo-Verde, adiante abreviadamente designado por Estatuto.

2. O presente diploma aplica-se a todo o pessoal que realiza actividades docentes na Universidade de Cabo-Verde, adiante abreviadamente designada por Uni-CV.

Artigo 2.º

Princípios fundamentais

A actividade do pessoal docente desenvolve-se de acordo com os princípios fundamentais consagrados na Constituição da República e na Lei de Bases do Sistema Educativo e em especial no respeito pelas liberdades de criação cultural, de aprender, de ensinar e de investigar.

Artigo 3.º

Direitos do pessoal docente

1. O pessoal docente da Uni-CV goza dos direitos e garantias previstos no Código Laboral vigente, designadamente:

- a) Exercer efectivamente as funções correspondentes ao respectivo cargo, salvo motivos legalmente atendíveis;
- b) Ser tratado com urbanidade, respeito e consideração pelos órgãos, unidades orgânicas e serviços da Uni-CV e pelos superiores hierárquicos que actuarem em nome desta;
- c) Ser promovido de acordo com o regime de acesso estabelecido no presente diploma;
- d) Obter reparação pelos danos resultantes de acidentes de trabalho ou doenças profissionais, nos termos definidos por lei;
- e) Beneficiar de condições adequadas de higiene e segurança no trabalho;
- f) Não sofrer tratamento discriminatório;
- g) Não ser punido disciplinarmente, sem precedência do competente processo e com as necessárias garantias de defesa previstas na lei;
- h) Receber pontualmente a retribuição a que tem direito;
- i) Gozar efectivamente os períodos de férias e repouso legal ou convencionalmente estabelecidos;
- j) Ter acesso, por si ou por interposta pessoa, ao processo individual e demais registos relativos à sua pessoa, sempre que o julgar necessário;
- k) Beneficiar de acções de formação científica, tecnológica e pedagógica promovidas pela Uni-CV, nos termos legais e regulamentares;
- l) Dispor de segurança social, nos termos da lei.

2. São ainda garantidos ao pessoal docente da Uni-CV os direitos de orientação cultural, científica e pedagógica, de opinião e de expressão na leccionação das matérias ensinadas, no respeito pelos princípios e normas do Estado de Direito Democrático, da responsabilidade profissional e das regras de rigor intelectual, científico e moral aplicáveis ao ensino e à investigação.

3. No exercício dos seus direitos, o pessoal docente da Uni-CV deve respeitar os direitos dos restantes membros da comunidade académica.

3. O exercício dos direitos de orientação cultural, científica e pedagógica não exclui o dever de cumprir os planos de estudo dos cursos e programas aprovados, de acordo com a respectiva definição e coordenação nos termos do presente Estatuto e demais regulamentos aplicáveis.

Artigo 4.º

Deveres do pessoal docente

1. O pessoal docente da Uni-CV é responsável pela promoção do acesso ao conhecimento através da formação inicial, contínua e permanente, da orientação dos estudantes, da investigação fundamental, aplicada e adaptativa, das actividades de extensão e do desenvolvimento pedagógico e tecnológico.

2. Além dos deveres gerais previstos no Código Laboral vigente, são deveres do pessoal docente da Uni-CV:

- a) Prestar o serviço docente que lhe for distribuído e avaliar os seus alunos, de acordo com as normas regulamentares;
- b) Desenvolver, individualmente ou em grupo, as actividades de investigação científica e de extensão que lhe forem atribuídas;
- c) Participar na gestão da Uni-CV, nos termos legais e regulamentares;
- d) Participar nos júris de exames, de provas académicas públicas e de concursos.

3. São, em especial, deveres do pessoal docente da Uni-CV:

- a) Desenvolver permanentemente uma pedagogia dinâmica e actualizada;
- b) Contribuir para o desenvolvimento do espírito crítico, inventivo e criador dos estudantes, apoiando-os na sua formação cultural, científica, profissional e humana e estimulando-os no interesse pela cultura e pela ciência;
- c) Orientar e contribuir activamente para a formação científica e pedagógica do pessoal docente que consigo colabore, apoiando a sua formação naqueles domínios;
- d) Manter-se actualizado e desenvolver os seus conhecimentos culturais e científicos e efectuar trabalhos de investigação, numa procura constante do progresso científico e da satisfação das necessidades sociais;
- e) Desempenhar activamente as suas funções, nomeadamente elaborando e pondo à disposição dos alunos lições ou outros trabalhos didácticos actualizados;
- f) Cooperar interessadamente nas actividades de extensão da instituição, como forma de apoio ao desenvolvimento da sociedade em que essa acção se projecta;
- g) Prestar o seu contributo ao funcionamento eficiente e produtivo da instituição, assegurando o exercício das funções para que tenham sido eleitos ou designados ou dando cumprimento

às acções que lhes hajam sido cometidas pelos órgãos competentes, dentro do seu horário de trabalho e no domínio científico-pedagógico em que a sua actividade se exerça;

- h) Colaborar com as autoridades competentes e com os órgãos interessados no estudo e desenvolvimento do ensino e da investigação, com vista a uma constante satisfação das necessidades e fins conducentes ao progresso da sociedade cabo-verdiana;
- i) Colaborar com a instituição na prestação de serviços a terceiros, sempre que solicitado, dentro do seu horário de trabalho e no domínio científico-pedagógico em que a sua actividade se exerça.

CAPÍTULO II

Categorias e funções do pessoal docente

Artigo 5.º

Categorias

1. O pessoal docente da Uni-CV é constituído pelas seguintes categorias:

- a) Professores;
- b) Assistentes.

2. As categorias de professores são as seguintes:

- a) Professor titular;
- b) Professor associado;
- c) Professor auxiliar.

3. Podem ainda prestar serviço docente na Uni-CV, por convite, individualidades, nacionais ou estrangeiras de reconhecida competência científica, pedagógica ou profissional, cuja colaboração se revista de interesse e necessidade.

4. As individualidades referidas no número anterior são equiparadas às correspondentes categorias de docentes referidas nos números 1 e 2 e compreendem:

- a) Professores ou investigadores seniores de estabelecimentos de ensino superior nacionais ou estrangeiros;
- b) Personalidades que tenham um currículo profissional que justifique o exercício de funções na Uni-CV, de acordo com a necessidade de ligação do ensino à realidade socioprofissional.

5. Os Assistentes distribuem-se por dois níveis:

- a) Assistente;
- b) Assistente Graduado.

Artigo 6.º

Monitores

Nos termos e nas condições definidos pelo presente diploma, pode ainda haver monitores.

Artigo 7.º

Funções gerais do pessoal docente

1. São funções gerais do pessoal docente da Uni-CV:
 - a) Lecionar aulas teóricas, teórico-práticas, práticas e laboratoriais;
 - b) Orientar seminários, estágios e dirigir trabalhos de investigação dos estudantes;
 - c) Elaborar lições e outros materiais didácticos e coligir elementos de estudo;
 - d) Avaliar os estudantes e prestar serviço de exames;
 - e) Desenvolver e promover a investigação científica e a extensão universitária;
 - f) Organizar e realizar actividades de atendimento e orientação científica, pedagógica e metodológica dos estudantes;
 - g) Contribuir para a orientação científica e pedagógica da Uni-CV e das suas unidades orgânicas;
 - h) Participar na gestão da Uni-CV e de suas unidades orgânicas;
 - i) Participar no relacionamento da Uni-CV com outras instituições;
 - j) Colaborar na selecção dos candidatos à Uni-CV;
 - k) Participar em júris de concursos, provas públicas e académicas;
 - l) Conduzir ou orientar o processo de ensino-aprendizagem dos estudantes no contexto da educação à distância.
2. Os professores convidados desempenham as funções correspondentes às da categoria prevista no n.º 2 do artigo 5.º a que forem equiparados.

Artigo 8.º

Funções próprias dos professores

1. São funções próprias do professor titular a coordenação da orientação científica de uma área de conhecimento, grupo de disciplinas ou área de investigação e extensão, consoante a estrutura orgânica da respectiva unidade orgânica, competindo-lhe ainda, designadamente:
 - a) A preparação de programas;
 - b) A coordenação pedagógica;
 - c) A coordenação científica;
 - d) A orientação de docentes, estudantes e alunos de pós-graduação;
 - e) A definição dos projectos científicos;
 - f) Participação em júris de provas e concursos públicos;
 - g) Participar nas actividades do conselho científico da respectiva área de conhecimento.

2. Ao professor associado é atribuída a função de coadjuvar os professores titulares e, de acordo com as necessidades ou a conveniência de serviço, substituí-los no respectivo exercício, bem como exercerem a coordenação de disciplinas e projectos de investigação.

3. Ao professor auxiliar cabe exercer o serviço docente não reservado a professores titulares e associados, designadamente leccionar aulas e prestar serviço em trabalhos de laboratório ou de campo, em disciplinas dos cursos de formação pós-secundária, licenciatura, mestrado ou doutoramento, bem como assegurar a orientação de estudantes e alunos de pós-graduação e a coordenação de disciplinas e projectos de investigação.

Artigo 9.º

Funções próprias dos assistentes

1. Os assistentes podem desempenhar, em função do seu perfil académico e profissional, quaisquer funções docentes não reservadas aos professores, designadamente leccionar aulas e prestar serviço em trabalhos de laboratório ou de campo, em disciplinas dos cursos de formação pós-secundária e de licenciatura., sob a direcção dos respectivos professores.

2. Os assistentes desempenham ainda as funções que sejam estabelecidas nos regulamentos da Uni-CV.

Artigo 10.º

Funções dos monitores

Os monitores coadjuvam, sem o substituir, o pessoal docente em aulas práticas, de trabalhos de laboratório ou de campo.

CAPÍTULO III

Recrutamento

Secção I

Disposições gerais

Artigo 11.º

Regras gerais

1. O pessoal docente referido nos números 1 e 2 do artigo 5.º é recrutado por concurso de provas públicas.
2. Nos casos previstos no presente Estatuto, pode ainda fazer-se o recrutamento de docentes por convite.
3. No processo de concurso, e nos termos do respectivo regulamento, são garantidos aos candidatos a igualdade de oportunidades e o respeito pelos princípios do mérito e da capacidade para o exercício dos cargos.
4. Por regulamento da Uni-CV, são definidos os procedimentos de designação dos júris dos concursos e provas, de acordo com critérios gerais e objectivos, no respeito pelo presente diploma e pelos princípios da especialização científica e da competência dos docentes designados.
5. Apenas podem fazer parte dos júris dos concursos e provas docentes de categoria superior ao lugar a prover, ou igual, no caso de professor titular.
6. Para efeitos de admissão a concurso, o tempo de serviço prestado em regime de tempo parcial releva proporcionalmente, sendo convertido em tempo integral através da soma das respectivas fracções.

7. Sem prejuízo da validade dos documentos emitidos pela entidade nacional responsável pelo reconhecimento da equivalência de diplomas ou certificados de habilitações académicas e profissionais emitidos no estrangeiro, compete, igualmente, aos conselhos científicos da Uni-CV, em razão da matéria, emitir, a pedido dos interessados e exclusivamente para efeitos de instrução dos processos de ingresso, acesso e desenvolvimento profissional do pessoal docente, certidões que atestem a equivalência das referidas habilitações.

Secção II

Pessoal recrutado por concurso

Artigo 12.º

Recrutamento de professores titulares

1. Ao concurso para recrutamento de professores titulares podem apresentar-se:

- a) Professores titulares da Uni-CV do mesmo ou análogo grupo ou área disciplinar de qualquer unidade orgânica;
- b) Professores associados da Uni-CV do mesmo ou análogo grupo ou área disciplinar de qualquer unidade orgânica, que tenham sido aprovados em provas públicas, nos termos do presente diploma, e contem, pelo menos, nove anos de efectivo serviço docente na categoria de professor associado.

2. Excepcionalmente, em casos devidamente fundamentados, explicitados no respectivo edital de concurso, podem ser recrutados, mediante concurso externo, para a categoria de professor titular:

- a) Professores convidados da Uni-CV do mesmo ou análogo grupo ou área disciplinar, habilitados com o grau de doutor, e que tenham sido aprovados em provas públicas, nos termos do presente diploma, e contem, pelo menos, nove anos de efectivo serviço docente na categoria como equiparado a professor associado, dos quais três anos ao serviço da Uni-CV;
- b) Indivíduos que possuam o grau de doutor e experiência docente e ou de investigação no ensino superior durante, pelo menos, catorze anos.

Artigo 13.º

Recrutamento de professores associados

1. Ao concurso para recrutamento de professores associados podem apresentar-se:

- a) Professores associados da Uni-CV do mesmo ou análogo grupo ou área disciplinar de qualquer unidade orgânica;
- b) Professores auxiliares da Uni-CV do mesmo ou análogo grupo ou área disciplinar de qualquer unidade orgânica, que contem, pelo menos, cinco anos de efectivo serviço docente na categoria de professor auxiliar.

2. Excepcionalmente, em casos devidamente fundamentados, explicitados no respectivo edital de concurso, podem ser recrutados, mediante concurso externo, para a categoria de professor associado:

- a) Indivíduos que possuam o grau de doutor e qualificação e experiência de duração não inferior a cinco anos;
- b) Professores convidados da Uni-CV do mesmo ou análogo grupo ou área disciplinar, habilitados com o grau de doutor, e que contem, pelo menos, cinco anos de efectivo serviço docente na categoria como equiparado a professor auxiliar, três dos quais ao serviço do Uni-CV.

Artigo 14.º

Recrutamento de professores auxiliares

1. Ao concurso para recrutamento de professores auxiliares podem apresentar-se:

- a) Docentes da Uni-CV habilitados com o grau de doutor na área disciplinar a que se refere o concurso;
- b) Indivíduos habilitados com o grau de doutor na área disciplinar em que é aberto o concurso, ou em área análoga ou afim.

2. Os assistentes que tenham obtido o grau de doutor em área científica, ou área análoga ou afim, são obrigatoriamente candidatos ao primeiro concurso para a categoria aberto após a obtenção do grau.

Artigo 15.º

Assistentes

1. Ao concurso para Assistente podem apresentar-se indivíduos habilitados com o grau de licenciado, com classificação final mínima de Bom e curriculum vitae relevante na área disciplinar para que é aberto o concurso e satisfaçam as demais exigências constantes do respectivo edital.

2. Ao concurso para Assistente Graduado podem apresentar-se indivíduos possuidores do grau de mestre e curriculum relevante na área disciplinar para que é aberto o concurso e satisfaçam as demais exigências constantes do respectivo edital.

3. O conselho científico da área de conhecimento para que é aberto o concurso atesta a relevância do curriculum vitae dos candidatos referidos nos números anteriores.

Secção III

Pessoal recrutado por convite

Artigo 16º

Condições gerais de recrutamento

1. O recrutamento de docentes por convite é efectuado pelo período estritamente necessário ao desenvolvimento das actividades a que são afectos os convidados.

2. Em função do respectivo perfil, os docentes convidados são equiparados, para os efeitos legais pertinentes, às categorias de pessoal docente referidas nos números 1 e 2 do artigo 5º.

Artigo 17.º

Recrutamento de professores

1. Os professores convidados são recrutados, por despacho reitoral, de entre individualidades nacionais ou estrangeiras cujo mérito, no domínio da disciplina ou grupos de disciplinas em causa, esteja comprovado por valiosa obra científica ou pelo currículo científico e o desempenho reconhecidamente competente de uma actividade profissional.

2. O despacho reitoral a que se refere o número anterior é precedido de parecer favorável do conselho científico da área de conhecimento correspondente e deve explicitar a categoria de professor a que é equiparado o convidado.

Artigo 18.º

Recrutamento de assistentes

1. Os Assistentes Graduados e os Assistentes convidados são recrutados, de entre indivíduos habilitados com o grau de mestre e de licenciado, respectivamente, devendo em ambos os casos contar, pelo menos, quatro anos de actividade científica, académica ou profissional relevante, em domínio correspondente ao da área da disciplina ou grupo de disciplina para que são propostos.

2. O recrutamento a que se refere o número anterior é feito mediante despacho reitoral, precedido de parecer favorável do conselho científico da área de conhecimento correspondente.

Artigo 19.º

Recrutamento de monitores

1. Os monitores são recrutados, por convite, de entre indivíduos habilitados com o grau de licenciado e qualificações adequadas às actividades relacionadas com as respectivas disciplinas, mediante despacho reitoral, precedido de parecer favorável do conselho científico da área correspondente.

2. Os monitores podem ainda ser recrutados, por convite, de entre alunos do último ano do respectivo curso, mediante despacho reitoral, sob proposta do conselho científico.

CAPÍTULO IV

Provimento do pessoal docente

Secção I

Docentes em regime de carreira

Subsecção I

Regime de provimento

Artigo 20.º

Professores

1. Os professores são providos em regime de contrato individual de trabalho.

2. Os professores auxiliares são providos em regime de contrato de trabalho por tempo determinado por um prazo inicial de dois anos que se configura como período probatório.

3. Findo o período probatório e caso sejam avaliados com desempenho excelente, os professores auxiliares podem ser providos por um novo contrato de trabalho por tempo determinado por um período de três anos.

4. Decorridos cinco anos de serviço, com desempenho excelente, o contrato de trabalho do professor auxiliar converte-se, a pedido do interessado, em contrato por tempo indeterminado.

5. Os professores associados e os professores titulares são providos em regime de contrato de trabalho por tempo indeterminado.

Artigo 21.º

Tramitação do processo de contratação dos professores auxiliares

1. Até noventa dias antes do termo do prazo do contrato referido no n.º 2 do artigo anterior é desencadeado o processo de apreciação do período probatório dos professores auxiliares.

2. Para esse efeito é considerada a avaliação anual de desempenho do docente bem como o relatório pormenorizado da actividade pedagógica e científica que os docentes hajam desenvolvido nesse período, com indicação dos trabalhos realizados e publicados, das dissertações efectuadas sobre a sua orientação, bem como de quaisquer outros elementos relevantes para a apreciação.

3. O conselho científico designa, na primeira reunião que se seguir, dois professores titulares da especialidade de qualquer unidade orgânica da Uni-CV para, no prazo de trinta dias, emitirem parecer fundamentado acerca do relatório apresentado pelo docente.

4. Na apreciação do relatório ter-se-á em conta:

- a) A actividade e desempenho pedagógicos;
- b) As actividades científicas;
- c) As actividades de extensão académica, cultural e profissional.

5. A avaliação de desempenho é obrigatoriamente ponderada e deve demonstrar que o docente alcançou os objectivos previamente definidos entre as partes nos domínios do ensino, da investigação e extensão universitária.

6. O mérito absoluto do candidato é expresso pela fórmula Recusado ou Aprovado.

7. O docente entrega o relatório pormenorizado referido no n.º 2 até ao fim do prazo previsto no n.º 1.

8. O contrato previsto no n.º 2 do artigo 21.º é prorrogado até à notificação ao interessado da decisão.

9. Os professores auxiliares que, durante o período de duração do contrato, exerçam funções de interesse público, como tal reconhecidas por despacho reitoral, têm direito, até ao final do exercício daquelas funções, à prorrogação do prazo para apresentação do relatório referido no n.º 2.

10. Aos assistentes na situação prevista no n.º 2 do artigo 14.º, o tempo de serviço prestado nessas funções na Uni-CV é considerado como equivalente ao período probatório, sem prejuízo do disposto no n.º 5.

11. Caso se encontre aberto concurso de recrutamento para professor associado e o professor auxiliar seja opositor ao mesmo, o contrato previsto no n.º 3 do artigo 21.º prorroga-se automaticamente até à conclusão do concurso.

Artigo 22.º

**Tramitação do processo
de contratação dos professores associados e titulares**

Após a conclusão do respectivo concurso de recrutamento, os professores associados e titulares são contratados por tempo indeterminado, na categoria em que sejam providos, produzindo o contrato efeitos no dia imediato ao termo do contrato anterior.

Subsecção II

Desenvolvimento profissional

Artigo 23.º

Promoção e progressão

1. A evolução profissional dos professores em regime de carreira efectua-se através da promoção e da progressão.

2. A promoção é a mudança do professor para a categoria imediatamente superior dentro da carreira, mantendo o escalão detido.

3. A promoção depende da verificação cumulativa das seguintes condições:

- a) Posse do grau de doutoramento;
- b) Existência de vagas e de dotação orçamental;
- c) Tempo mínimo de exercício efectivo de funções na categoria imediatamente anterior, a saber:
 - i) Cinco anos, no caso de acesso a professor associado;
 - ii) Nove anos, tratando-se de acesso a professor titular.
- c) Avaliação anual de desempenho excelente;
- d) Aprovação em concurso, nos termos do respectivo regulamento aprovado pelo Conselho da Universidade.

4. A progressão é a mudança do docente em regime de carreira para o escalão imediatamente superior da respectiva categoria e depende da verificação cumulativa das seguintes condições:

- a) Existência de dotação orçamental;
- b) Tempo de serviço não inferior a quatro anos;
- c) Avaliação anual de desempenho excelente;
- d) Aprovação em concurso, nos termos do respectivo regulamento aprovado pelo Conselho da Universidade.

Artigo 24.º

Incidência, princípios e objectivos

1. A avaliação do desempenho é feita anualmente, com referência ao ano lectivo findo, e incide sobre a actividade desenvolvida pelos docentes em cumprimento das funções e dos deveres gerais e específicos a que estão sujeitos nos termos da lei e do presente Estatuto.

2. A avaliação de desempenho obedece aos princípios da legalidade, rigor, objectividade, transparência, não discriminação, justiça e participação do avaliado.

3. A avaliação de desempenho visa apreciar o mérito dos docentes e, designadamente:

- a) Contribuir para a melhoria da qualidade do ensino e da formação ministrados;
- b) Melhorar a prestação científica e pedagógica e a qualidade profissional dos docentes;
- c) Promover a valorização e o aperfeiçoamento do trabalho dos docentes.

Artigo 25.º

Efeitos das avaliações

1. Além dos efeitos previstos no presente diploma, a atribuição de uma classificação negativa constitui fundamento para a rescisão do contrato por tempo determinado ou para a sua não renovação.

2. A atribuição de uma classificação inferior a Bom determina a não contagem do correlativo tempo de serviço para efeitos de desenvolvimento profissional dos docentes em regime de carreira.

3. A atribuição a um docente em regime de carreira de duas classificações negativas seguidas e de três interpoladas no período de cinco anos constitui fundamento para a instauração de processo disciplinar por incompetência profissional.

Artigo 26.º

Regulamentação da avaliação de desempenho

O regime da avaliação de desempenho, incluindo os mecanismos e os critérios da sua aplicação são definidos por regulamento interno próprio da Uni-CV, sem prejuízo do disposto nos artigos anteriores.

Secção II

Docentes em regime de emprego

Artigo 27.º

Assistentes

1. Os assistentes são providos em regime de emprego, mediante contrato de trabalho a termo, com a duração de dois anos, renovável por um período máximo de três anos.

2. A renovação do contrato a que se refere o número anterior só pode ser autorizada mediante proposta fundamentada do conselho científico da respectiva área de conhecimento, baseada em relatório do órgão pedagógico competente da correspondente unidade orgânica.

Artigo 28.º

Conversão de contrato a prazo

1. Após cinco anos de serviço docente ininterrupto, os contratos de trabalho dos docentes que, no interesse da Uni-CV, se mantiverem em funções convertem-se em contrato por tempo indeterminado.

2. No caso referido no número anterior, os docentes não possuidores do grau de doutor integram o quadro transitório, nos termos do presente estatuto.

Secção III

Pessoal especialmente contratado

Artigo 29.º

Provimento dos professores convidados

1. Os professores convidados são providos por contrato de trabalho a termo, com a duração máxima de dois anos, podendo, subsequentemente, ser o contrato renovado por período não superior a três anos.

2. A renovação do contrato, nos termos do número anterior, está dependente de parecer favorável do conselho científico da respectiva área de conhecimento, baseado em relatório do órgão pedagógico competente da correspondente unidade orgânica

Artigo 30.º

Provimento dos assistentes convidados

1. Os assistentes convidados são providos por contrato de trabalho a termo de duração anual, podendo, subsequentemente, ser o contrato renovado por períodos de igual duração, até ao limite de cinco anos.

2. À renovação do contrato dos assistentes convidados é aplicável o disposto no número 2 do artigo anterior.

Artigo 31.º

Provimento dos monitores

Os monitores são providos mediante contrato de trabalho a termo, de um ano, renovável, nos termos e nas condições referidos no artigo anterior.

Artigo 32.º

Regras aplicáveis ao pessoal especialmente contratado

1. O pessoal abrangido pela presente secção é contratado, segundo as necessidades da Uni-CV, em função das disponibilidades orçamentais inscritas para o efeito.

2. O início de funções apenas terá lugar após a autorização da celebração do contrato pelo Reitor, sem prejuízo da observância do disposto no artigo seguinte.

3. As individualidades com residência permanente no estrangeiro que forem contratadas, por convite, como professor, têm direito ao pagamento das despesas de viagem no início e no fim do contrato.

Artigo 33.º

Regularização dos processos de provimento

1. O pessoal a que se refere o artigo anterior dispõe do prazo de trinta dias, a contar da data da entrada em exercício efectivo de funções, para completar a apresentação dos documentos necessários à regularização dos processos de provimento respectivos.

2. Findo prazo previsto no número anterior sem que os interessados apresentem a documentação exigida, os contratos caducam.

Secção IV

Disposição comum

Artigo 34.º

Cessação do vínculo contratual

1. Os contratos previstos no presente capítulo cessam em razão:

- a) Do decurso do prazo;

b) Da denúncia de qualquer das partes contratantes;

c) De rescisão pelo contratado;

d) De mútuo acordo, a todo o tempo;

e) De condenação em pena disciplinar de natureza expulsiva;

f) De ocorrência de qualquer outro facto extintivo da relação jurídica de emprego, previsto na lei.

2. A denúncia e a rescisão dependem da apresentação de pré-aviso com a antecedência mínima de 60 dias, dispensando-se o aviso prévio nos casos em que a cessação do contrato tenha por causa a celebração de contrato por tempo indeterminado.

3. Por acordo entre as partes pode, também, prescindir-se do prazo do pré-aviso referido no número anterior.

CAPÍTULO V

Concursos e provas

Secção I

Concursos para recrutamento de professores

Subsecção I

Disposições gerais

Artigo 35.º

Finalidade dos concursos

Os concursos para recrutamento de professores de carreira destinam-se a avaliar a obra científica, a capacidade de investigação, a actividade e aptidão pedagógica dos candidatos, bem como as actividades de orientação científica e pedagógica dos estudantes, a participação em órgãos de gestão e de unidades orgânicas, a prestação de serviços à comunidade e outras actividades de extensão académica, cultural e profissional, nos termos dos respectivos regulamentos.

Artigo 36.º

Abertura dos concursos

1. O Reitor da Uni-CV determina, anualmente, entre 1 de Maio e 30 de Junho, sob proposta do órgão dirigente das Unidades Orgânicas, a abertura de concursos para o preenchimento de vagas que se verifiquem no respectivo quadro de pessoal, verificado o preenchimento dos demais requisitos legais, nomeadamente a cobertura orçamental.

2. O disposto no número anterior não prejudica a possibilidade da abertura de concurso sempre que se verifique vaga em lugar do quadro de pessoal da Uni-CV e o seu preenchimento não possa, razoavelmente, aguardar pelo concurso a abrir nos termos do regime previsto no n.º 1.

3. Os concursos são abertos junto dos serviços competentes da Uni-CV pelo período de trinta dias.

4. A abertura dos concursos é feita por edital publicado no Boletim Oficial e nos órgãos informativos oficiais da Uni-CV, incluindo a respectiva página na Internet.

5. Os concursos são abertos para uma área disciplinar ou grupos de disciplinas.

Artigo 37.º

Instrução do pedido de admissão

O requerimento de admissão ao concurso é instruído com:

- a) Os documentos comprovativos do preenchimento das condições fixadas no edital referido no artigo anterior;
- b) Dez exemplares do curriculum vitae do candidato, contendo a indicação das obras ou trabalhos efectuados e publicados, bem como das actividades pedagógicas desenvolvidas.

Artigo 38.º

Pré-selecção

1. Por decisão fixada no edital que procede à abertura do concurso, pode haver lugar a uma pré-selecção de carácter eliminatório.

2. Na fase de pré-selecção o júri verifica:

- a) Se o candidato satisfaz as condições mínimas de admissibilidade;
- b) Se o currículo do candidato se insere na área a que respeita o concurso;
- c) Se o currículo global reveste nível científico ou pedagógico compatível com a categoria para que é aberto o concurso.

3. A apreciação referida no número anterior é realizada mediante relatório fundamentado, a elaborar nos 40 dias úteis subsequentes à publicitação da nomeação do júri.

4. De acordo com a decisão fixada no edital o júri pode ter a opção de entrevistar os candidatos seleccionados para esclarecimento sobre o seu currículo.

Artigo 39.º

Despacho de admissão

1. Os serviços competentes da Uni-CV comunicam aos candidatos, no prazo de três dias úteis, a decisão do júri de admissão ou não admissão ao concurso, a qual se baseia no preenchimento ou não, por parte dos candidatos, das condições estabelecidas na lei e no edital.

2. Do despacho a que se refere o número anterior podem os interessados apresentar reclamação, no prazo de vinte dias a contar da data de notificação, ou interpor recurso contencioso, nos termos da lei.

Artigo 40.º

Documentação a apresentar pelos candidatos admitidos

1. Os candidatos admitidos aos concursos devem, nos vinte dias úteis subsequentes ao da notificação do despacho de admissão, apresentar dois exemplares de cada um dos trabalhos mencionados no seu curriculum vitae.

2. Os candidatos admitidos aos concursos devem, ainda, naquele prazo, apresentar cinco exemplares de um relatório que inclua o programa, os conteúdos e os métodos de ensino teórico e prático das matérias, do grupo a que respeita o concurso.

3. Os documentos referidos nos números anteriores podem ser entregues em formato electrónico.

Artigo 41.º

Regulamentação sobre o regime dos concursos

O processo de abertura de concurso, o conteúdo obrigatório do edital, a composição do júri e as suas regras de funcionamento são definidas por regulamento a aprovar pelo Conselho da Universidade.

Subsecção II

Requisitos e provas

Artigo 42.º

Concurso para professor titular

O candidato ao concurso de acesso a professor titular, incluindo o previsto no n.º 2 do artigo 12.º, realiza as seguintes provas:

- a) Prova documental, designada como «Memorial», a qual é avaliada, em sessão pública, por um júri, composto, no mínimo, por cinco elementos, dos quais, pelo menos dois, têm reputação internacional na área da especialidade visada;
- b) Prova pública de erudição, consistindo numa prova oral pública que incide sobre tema de livre escolha do candidato e em estreita relação com a sua área de especialidade.

Artigo 43.º

Concurso para professor associado

1. Os candidatos ao concurso de acesso a professor associado, incluindo os candidatos previstos no n.º 2 do artigo 13.º, devem preencher um dos seguintes requisitos alternativos:

- a) Ser da área de especialização científica a que se reporta o concurso;
- b) Ser de uma área científica relevante para o domínio a que o concurso se reporta;

2. Os candidatos devem ainda possuir, em alternativa, pelo menos:

- a) Cinco artigos publicados em jornais científicos e publicações de referência;
- b) Dois livros publicados no âmbito da sua área do conhecimento;
- c) Uma patente certificada pelo órgão mais abrangente, regulador do mercado alvo;
- d) Três projectos de extensão universitária, comprovadamente bem sucedidos.

3. Os candidatos devem submeter-se a uma prova pública de avaliação da capacidade científica e pedagógica ou, em alternativa, apresentar e defender, publicamente, uma tese inovadora sobre a sua área científica de especialização.

Artigo 44.º

Concurso para professor auxiliar

1. O candidato ao concurso de ingresso na categoria de professor auxiliar deve apresentar, juntamente com o requerimento de admissão ao concurso, curriculum vitae circunstanciado e comprovativo das actividades realizadas e demais informações que permitam a cabal avaliação do seu mérito.

2. As provas a prestar pelo candidato são as seguintes:

- a) Prova pública de arguição e análise curricular;
- b) Prova complementar, se exigida pelo júri.

Artigo 45.º

Regulamentação sobre a organização das provas

A organização das provas previstas na presente subsecção é objecto de regulamentação pelo órgão competente da Uni-CV.

Secção II

Concursos para recrutamento de assistentes

Subsecção I

Disposições gerais

Artigo 46.º

Finalidade dos concursos

Os concursos para recrutamento de assistentes destinam-se a avaliar a qualidade do currículo e a aptidão pedagógica dos candidatos.

Artigo 47.º

Remissão

Em matéria do procedimento concursal, aplicam-se, com as devidas adaptações, as disposições da subsecção I da secção I do presente capítulo.

Secção II

Disposições comuns

Artigo 48.º

Impedimentos

1. Dos júris dos concursos e das provas não podem fazer parte os parentes ou afins dos candidatos na linha recta ou até ao terceiro grau da linha colateral.

2. Consideram-se ainda impedidos de participar nos júris de provas os professores com obra científica em colaboração com um dos candidatos que corresponda a mais de um terço do respectivo currículo científico.

Artigo 49.º

Escusa

Os membros dos júris podem pedir escusa de intervenção quando, tendo sido oposta suspeição por algum dos candidatos, a suspeição haja sido julgada improcedente e não provada.

Artigo 50.º

Tramitação dos incidentes de impedimento e suspeição

1. Sem prejuízo do regulamento previsto no n.º 4 do artigo 11.º, a suspeição ou os impedimentos são deduzidos em requerimento dirigido ao Reitor, donde conste a respectiva fundamentação, devendo o requerente juntar logo os documentos de prova e ou requerer outros meios de prova que entenda adequados.

2. Recebido o requerimento, compete ao Reitor, ouvido o conselho científico da unidade da respectiva área de conhecimento, julgar da procedência ou improcedência dos impedimentos ou suspeições, no prazo de cinco dias úteis.

3. A decisão final é sempre precedida da audição dos intervenientes.

CAPÍTULO VI

Serviço docente

Artigo 51.º

Âmbito

O serviço docente compreende o exercício das funções inerentes a cada categoria da carreira, nos termos previstos no presente diploma e nos regulamentos da Uni-CV.

Artigo 52.º

Deliberações dos conselhos científicos

1. As deliberações dos conselhos científicos que digam respeito à apreciação do mérito científico e académico dos docentes ou candidatos a docentes só podem ser votadas pelos respectivos membros que sejam de categoria igual ou superior à do lugar a prover.

2. As deliberações referidas no número anterior são tomadas por votação nominal justificada.

Artigo 53.º

Programa das disciplinas

1. Para cada disciplina tem um programa, que, sem comprometer o direito de orientação científica e pedagógica a imprimir ao ensino, fixe, em termos genéricos, as matérias que cabem no seu âmbito.

2. Em cada unidade orgânica, os programas são coordenados pelos respectivos órgãos de gestão pedagógica, sem prejuízo da função de coordenação geral do conselho científico da área correspondente.

3. A unidade orgânica pública, anualmente, resumos dos programas das diferentes disciplinas, acompanhados da descrição breve e sintética dos planos de estruturação e funcionamento dos cursos, aulas e demais actividades previstas.

Artigo 54.º

Sumários

1. Cada docente organiza, para cada aula, o sumário da matéria leccionada.

2. Os sumários devem constituir, por ano lectivo, o desenvolvimento do programa da disciplina e a indicação das matérias obrigatórias para as provas.

3. Os sumários são dados a conhecer aos alunos, por forma electrónica ou através de meio físico, o mais tardar, no decurso ou no final de cada aula teórica, prática, ou teórico-prática.

Artigo 55.º

Leccionação por mais de um professor

Quando aconselhável, a leccionação de aulas teóricas ou teórico-práticas de uma disciplina pode ser exercida por mais de um professor, de acordo com a respectiva especialização, independentemente de a orientação geral ser da responsabilidade do respectivo regente, a designar pelo órgão de gestão pedagógica da unidade orgânica.

Artigo 56.º

Elementos de estudo

Os professores elaboram e põem à disposição dos alunos elementos de estudo actualizados, sob a forma de publi-

cação de lições, manuais escolares e outros elementos de estudo que demonstrem competência, aptidão pedagógica e actualização científica e didáctica.

CAPÍTULO VII

Acompanhamento dos assistentes

Artigo 57.º

Orientação dos assistentes

1. Os assistentes são permanentemente orientados na sua actividade docente por professores anualmente designados para o efeito pelo órgão de gestão pedagógica da correspondente unidade orgânica, sempre que possível, de entre os da disciplina ou grupo de disciplinas para que tenham sido contratados.

2. A designação deve recair, preferencialmente, em professores indicados pelos interessados, os quais só podem escusar-se mediante justificação aceite pelo órgão de gestão pedagógica, devendo ser concretizada o mais cedo possível.

3. Os professores referidos nos números anteriores ficam obrigados a participar na elaboração de planos de trabalho a cumprir pelos assistentes.

4. A aprovação dos planos de trabalho pelo órgão de gestão pedagógica acarreta a presunção de que a unidade orgânica correspondente se compromete a garantir todas as condições e meios necessários à integral execução daqueles planos e torna os professores responsáveis pela orientação veiculada através desses mesmos planos.

CAPÍTULO VIII

Regimes de prestação de serviço docente

Secção I

Regimes

Artigo 58.º

Regimes de prestação de serviço docente

O pessoal docente exerce as suas funções em regime de tempo integral ou em regime de tempo parcial.

Artigo 59.º

Regime de tempo integral

1. Entende-se por regime de tempo integral aquele que corresponde, em média, à duração semanal do trabalho prevista no Código Laboral.

2. A duração do trabalho a que se refere o número anterior compreende o exercício das actividades lectivas e demais funções docentes, incluindo o tempo de trabalho prestado fora da escola que seja inerente ao cumprimento daquelas funções.

3. Ao conselho directivo de cada unidade orgânica compete definir as medidas adequadas à efectivação do disposto nos números anteriores e ajuizar do cumprimento da obrigação nela fixada.

4. Os professores convidados, quando desempenhem outras funções públicas ou privadas, consideradas pelo conselho directivo como incompatíveis com a prestação de serviço em tempo integral, serão sempre contratados em regime de tempo parcial.

5. A acumulação de outras funções remuneradas por docentes em regime de tempo integral é autorizada por despacho do Reitor, salvaguardas as conveniências do serviço docente na Uni-CV e demais normas legais aplicáveis.

Artigo 60.º

Dedicação exclusiva

1. Por despacho do Reitor, precedido de parecer favorável do conselho científico da área correspondente, podem ser autorizados a desempenhar as funções docentes em regime de dedicação exclusiva os professores, assistentes e docentes convidados, em regime de tempo integral, que o requeiram por escrito e, cumulativamente:

- a) Declarem renunciar ao exercício de qualquer função ou actividade remunerada, pública ou privada, incluindo o exercício de profissão liberal;
- b) Se comprometam a realizar, em benefício da Uni-CV, para além do serviço docente distribuído, projectos de investigação ou actividades de extensão que contribuam para a eficiência e o aprimoramento do ensino bem como para a difusão de conhecimentos;
- c) Se comprometam a exercer os cargos académicos para os quais sejam eleitos ou designados;
- d) Tenham tido avaliação de desempenho relevante nas duas últimas avaliações, de acordo com a definição constante do diploma previsto no artigo 27.º

2. O exercício de funções em regime de dedicação exclusiva confere ao docente o direito a uma retribuição adicional, nos termos a definir no presente diploma e em regulamento interno da Uni-CV.

3. A violação do compromisso referido no número um implica a reposição das importâncias efectivamente recebidas correspondentes à diferença entre o regime de tempo integral e o regime de dedicação exclusiva, para além da eventual responsabilidade disciplinar.

4. Não envolve quebra do compromisso assumido nos termos da declaração referida no número 1 a percepção de remunerações decorrentes de:

- a) Direitos de autor;
- b) Realização de conferências, palestras, cursos breves e outras actividades análogas, mediante autorização do Reitor;
- c) Ajudas de custo e despesas de deslocação;
- d) Participação em órgãos consultivos de instituição diferente da Uni-CV, desde que com a anuência prévia desta última e quando a forma de remuneração seja exclusivamente a de senhas de presença;
- f) Participação em júris de concursos ou de exames estranhos à Uni-CV;
- g) Realização, no âmbito da Uni-CV, de projectos de investigação, consultoria ou assistência técnica.

ca, por sua iniciativa ou por incumbência dos órgãos competentes da Uni-CV, com direito a uma percentagem sobre os rendimentos obtidos pela prestação desses serviços, nos termos definidos pelo regulamento a que se refere o número 3.

5. A prestação de serviço docente em regime de dedicação exclusiva é autorizada pelo prazo de um ano, renovável expressamente.

6. A renovação da concessão da dedicação exclusiva deve ser requerida com a antecedência de noventa dias em relação ao início de cada ano civil e depende:

- a) De uma avaliação anualmente realizada, com base num processo de autoavaliação;
- b) Da sujeição à apreciação dos órgãos estatutários, designadamente do conselho científico da respectiva área de conhecimento;
- c) Da autorização do Reitor.

7. A renúncia ao regime de dedicação exclusiva impede a renovação do pedido pelo interessado durante os dois anos seguintes.

Artigo 61.º

Regime de tempo parcial

1. No regime de tempo parcial a relação contratual entre a Uni-CV e os docentes tem como regra a hora de trabalho efectivamente prestado.

2. Sem prejuízo do disposto no número anterior, o número total de horas de serviço semanal, incluindo aulas, sua preparação e apoio aos alunos, é contratualmente fixado entre um mínimo de oito e um máximo de vinte e quatro horas.

3. O pessoal docente convidado em regime de tempo parcial auferirá uma remuneração compreendida entre 20% e 60% do vencimento fixado para a categoria para que é contratado, em correspondência com os limites fixados no número anterior.

Artigo 62.º

Duração do serviço lectivo

1. A cada docente em regime de tempo integral ou de dedicação exclusiva é atribuído um horário lectivo semestral ou anual, contabilizado em horas, o qual tem uma correspondência semanal entre um mínimo de oito e um máximo de doze horas, para os professores, e entre dez e catorze horas semanais, para os assistentes.

2. Aos docentes em regime de tempo parcial é atribuído um horário lectivo semanal correspondente ao número de horas de serviço docente para que é contratado.

3. Compete ao conselho directivo de cada unidade orgânica da Uni-CV a fixação dos horários lectivos dos docentes, tendo em conta o disposto neste diploma e as directivas dos órgãos competentes da universidade.

4. O número de horas lectivas anuais ou semestrais e semanais pode ser reduzido em função do exercício das funções de gestão administrativa, científica e pedagógica, orientação de mestrados e doutoramentos, nos termos a definir por regulamento próprio da Uni-CV.

5. O serviço relativo a provas dos alunos ou actividades tutoriais não é contabilizado para o cômputo previsto nos números 1 e 2.

6. Quando tal se justifique, o horário anual ou semestral atribuído pode ser excedido mediante compensação remuneratória a fixar por regulamento da Uni-CV.

Artigo 63.º

Serviço docente nocturno

1. Considera-se serviço docente nocturno o que for prestado em aulas para além das vinte horas.

2. Cada hora lectiva nocturna corresponde, para todos os efeitos, a hora e meia lectiva diurna em regime de tempo integral.

Secção II

Bolsas, licenças, férias e regime disciplinar

Artigo 64.º

Bolsas e dispensas para estudo

1. Ao pessoal docente podem ser atribuídas bolsas de estudo no país ou no estrangeiro e ser equiparado a bolsista nos termos e nas condições estabelecidos por lei.

2. Nos termos a regulamentar pelo Conselho da Universidade, pode ser autorizada a dispensa de serviço, com garantia total ou parcial de vencimentos, para efeitos de frequência de cursos de pós-graduação ou de actualização profissional, no país ou no estrangeiro.

3. A dispensa a que se refere o número anterior é autorizada por Despacho do Reitor, ouvida a unidade orgânica a que esteja adstrito o docente interessado.

Artigo 65.º

Licença sabática

1. Os professores podem, no fim de cada período de oito anos de efectivo serviço, requerer dispensa das tarefas lectivas, sem perda de vencimento, por tempo não superior a um ano escolar, a fim de se dedicarem a trabalhos de investigação, ou ao desenvolvimento de actividades de interesse para a Uni-CV.

2. Em casos justificados, e desde que não haja prejuízo para o ensino, podem ser concedidas licenças sabáticas parciais, não acumuláveis com as previstas no número anterior, por período de seis meses, após cada triénio de serviço efectivo.

3. Os professores podem ainda ser dispensados das actividades docentes, com o objectivo de realizarem trabalhos pedagógicos ou de investigação incompatíveis com o desempenho daquelas actividades nos seguintes termos:

- a) Por um semestre, no termo de cada triénio de serviço efectivo, para cooperação com as empresas, no exercício da investigação fundamental ou aplicada;
- b) Por um ano, no termo de cada quinquénio, para desenvolvimento pedagógico ou científico no estrangeiro.

4. Salvo justificação aceite pelo conselho directivo da correspondente unidade orgânica, o professor que, tendo

beneficiado da faculdade conferida no número anterior, não apresentar os resultados do seu trabalho no prazo de um ano a contar do termo da licença, ficará obrigado a repor os vencimentos auferidos durante o seu gozo.

Artigo 66.º

Férias

1. O pessoal docente tem direito às férias correspondentes às das respectivas unidades orgânicas, sem prejuízo das tarefas que forem organizadas durante esse período pelos seus órgãos.

2. Sem prejuízo do disposto no número anterior, o pessoal docente tem direito às férias previstas no Código Laboral.

Artigo 67.º

Licença sem retribuição e regime disciplinar

Aplicam-se ao pessoal docente da Uni-CV as normas relativas à licença sem vencimento e ao regime disciplinar previstas no Código Laboral.

Secção III

Serviço prestado em outras funções

Artigo 68.º

Equiparação

1. É equiparado a serviço efectivo de funções docentes o serviço prestado pelo pessoal docente nas seguintes situações:

- a) Presidente da República, Presidente da Assembleia Nacional, membro do Governo e Deputado da Assembleia Nacional;
- b) Pessoal Dirigente da Administração Pública e gestores públicos;
- c) Outros titulares de altos cargos públicos, expressamente previstos na lei.

2. O tempo de serviço prestado nas situações constantes do número anterior suspende, salvo requerimento do interessado em contrário, a contagem dos prazos de duração dos contratos de trabalho por tempo determinado.

3. O disposto no número 1 não dispensa os docentes que se encontrem nas referidas funções do preenchimento do requisito de aprovação em concurso para efeitos de promoção e progressão, nos termos do presente diploma.

CAPÍTULO IX

Quadro de pessoal e remunerações

Secção I

Quadro de Pessoal

Artigo 69.º

Estruturação do quadro de pessoal

1. O quadro de pessoal docente da Uni-CV estrutura-se por categorias, referências e escalões, de acordo com o anexo I ao presente Estatuto, e compreende os lugares destinados ao provimento dos docentes em regime de carreira e de emprego e bem assim dos docentes convidados, recrutados em regime de tempo integral, nos termos do presente diploma.

2. O quadro de pessoal docente da Uni-CV pode ser revisto por portaria conjunta dos membros do Governo responsáveis pelas áreas da educação e das finanças, por proposta do Reitor.

3. É proibido o provimento de pessoal docente fora dos lugares previstos no quadro de pessoal, com a excepção dos docentes em regime de tempo parcial e do quadro transitório e dos monitores.

Secção II

Remunerações do pessoal docente

Artigo 70.º

Princípios do sistema remuneratório

1. O sistema remuneratório do pessoal docente da Uni-CV estrutura-se com base em princípios de equidade interna e externa.

2. A equidade interna visa salvaguardar a relação de proporcionalidade entre as responsabilidades de cada categoria e ou função e as correspondentes remunerações e, bem assim, assegurar a harmonia remuneratória entre as diferentes categorias de pessoal docente.

3. A equidade externa visa alcançar o equilíbrio relativo em termos de retribuição de cada categoria e correspondente função no contexto do mercado de trabalho.

Artigo 71.º

Componentes do sistema remuneratório

O sistema remuneratório do pessoal docente da Uni-CV é composto por:

- a) Remuneração base;
- b) Suplementos remuneratórios;
- c) Prémios de desempenho.

Artigo 72.º

Remuneração base

1. A remuneração base corresponde ao posicionamento remuneratório no âmbito da estrutura e desenvolvimento da carreira e tem em conta o efectivo exercício de funções da categoria que o docente desempenha.

2. A remuneração base para cada categoria do pessoal docente da Uni-CV consta do quadro II, anexo ao presente diploma.

Artigo 73.º

Suplementos remuneratórios

1. Os suplementos remuneratórios são atribuídos em função de particularidades específicas da prestação de trabalho, de acordo com regulamento da Uni-CV, e só podem ser considerados os que se fundamentem em:

- a) Dedicção exclusiva;
- b) Trabalho extraordinário;
- c) Prémio decorrente de projectos de desenvolvimento;
- d) Exercício de cargos de funções de direcção e gestão no quadro das unidades orgânicas.

2. O prémio referido na alínea c) do número anterior é atribuído aos docentes que, para além das suas funções, desenvolvam actividades e projectos que contribuam para o aumento das receitas da Uni-CV.

3. Aos docentes que exercem funções de direcção nas unidades orgânicas é atribuído vencimento correspondente ao respectivo cargo dirigente ou, em alternativa, um suplemento remuneratório, nos termos e montantes a definir por deliberação do Conselho Administrativo.

4. O montante dos suplementos remuneratórios, com excepção do prémio referido na alínea c) do n.º 1, é definido pelo Reitor, mediante parecer favorável do Conselho Administrativo da Uni-CV.

5. O prémio referido na alínea c) do n.º 1 é definido em cada exercício económico pelo Conselho da Universidade, sob proposta do Reitor.

Artigo 74.º

Prémios de desempenho

1. Os prémios de desempenho destinam-se a reconhecer e compensar a diferenciação do mérito obtido pelos docentes em sede de avaliação de desempenho.

2. As condições de atribuição dos prémios de desempenho são definidas no regulamento a que se refere o artigo 26.º

CAPÍTULO X

Antiguidade e aposentação

Artigo 75.º

Antiguidade

1. Para efeitos de precedência, a antiguidade dos professores conta-se a partir da data do primeiro contrato em qualquer das unidades orgânicas ou associadas da Uni-CV.

2. Quando dois ou mais professores titulares tenham antiguidade reportada ao mesmo dia, a precedência na Uni-CV é determinada pela antiguidade no exercício de cargo docente anterior

3. Quando dois ou mais professores associados tenham antiguidade reportada ao mesmo dia, a precedência é determinada pela data de obtenção do grau de doutor.

4. Até 31 de Julho de cada ano é publicada a lista de antiguidade do pessoal docente da Uni-CV, com o tempo de serviço referido a 31 de Dezembro do ano anterior.

5. Os interessados podem interpor reclamação, perante o Reitor, no prazo de trinta dias a contar da publicação da lista de antiguidade.

Artigo 76.º

Aposentação

1. O pessoal docente tem direito a aposentação nos termos da lei.

2. Ao professor aposentado por limite de idade cabe a designação de professor jubilado.

3. Os professores jubilados podem, com parecer favorável do conselho científico, exercer funções docentes e prosseguir trabalhos de investigação na Uni-CV, bem como participar em júris de concursos ou provas públicas, por despacho do Reitor, que igualmente fixa a respectiva remuneração.

CAPÍTULO XI

Disposições transitórias e finais

Artigo 77.º

Quadro transitório

1. Além do quadro de pessoal a que se refere o artigo 69º, haverá, na Uni-CV, um quadro transitório, constituído pelos docentes não doutorados que, à data da entrada em vigor do presente diploma, ou ainda nos termos e na vigência deste, sejam ou devam ser detentores de vínculo definitivo.

2. Integram o quadro transitório, nos termos do número anterior, os docentes não doutorados, em exercício de funções na Uni-CV, que:

- a) Possuam vínculo definitivo à data da entrada em vigor do presente estatuto;
- b) Tenham prestado, pelo menos, cinco anos de serviço docente em institutos públicos de ensino superior e se encontrem, à data da entrada em vigor do presente estatuto, em regime de emprego na Uni-CV;
- c) Venham a ficar abrangidos pelo disposto no n.º 2 do artigo 20º do presente estatuto.

3. Os docentes do quadro transitório mantêm-se na categoria correspondente àquela em que se encontrem à data da entrada em vigor do presente estatuto, ou na vigência deste, com enquadramento no escalão a que devam ter direito, nos termos deste estatuto e, designadamente, do artigo seguinte.

4. Os docentes do quadro transitório não beneficiam do direito ao desenvolvimento profissional na respectiva carreira, salvo o de progressão, sem prejuízo do disposto nos números seguintes.

5. Uma vez na posse do grau de doutoramento, os docentes do quadro transitório com, pelo menos dois anos de serviço docente prestado na Uni-CV e avaliação de desempenho excelente, transitam para o quadro de pessoal a que se refere o artigo 69º, com dispensa de concurso, com enquadramento na categoria de Professor Auxiliar ou superior, caso a possuam.

6. Os docentes não podem permanecer no quadro transitório para além de um período de 8 anos, findo o qual poderão ser alvo de reconversão profissional no âmbito da Uni-CV, optar por aposentação antecipada ou ser colocados à disposição da Administração Pública, nos termos legais aplicáveis.

7. As categorias de docentes do quadro transitório, bem como os respectivos escalões e índices remuneratórios são equivalentes às do quadro de pessoal a que se refere o artigo 69º do presente estatuto e constam do anexo III ao presente diploma.

Artigo 78º

Transição dos docentes em exercício

1. O pessoal docente em exercício de funções na Uni-CV à data da entrada em vigor do presente diploma transita para os quadros de pessoal da universidade nas condições que adiante se indicam:

- a) Os docentes de nomeação definitiva ou contratados, habilitados com o grau de doutoramento, com, pelo menos, cinco anos de desempenho no ensino superior público, transitam, mediante avaliação curricular positiva por competente júri, para o quadro de pessoal da Uni-CV a que se refere o artigo 73º, em regime de carreira, na categoria de Professor Auxiliar, ou em categoria superior, caso a detenham à data da vigência do presente diploma;
- b) Os docentes em regime de carreira que não possuam o grau de doutoramento transitam para o quadro transitório a que se refere o artigo anterior, na mesma categoria ou naquela que lhe couber nos termos do presente diploma;
- c) Salvo o disposto na alínea a), os docentes providos por contrato a termo transitam para o quadro de pessoal da Uni-CV, em regime de emprego, na mesma categoria ou naquela que lhe couber nos termos deste estatuto, e exercem as suas funções até ao fim do respectivo prazo contratual, sem prejuízo do disposto no Código Laboral e nas disposições do presente diploma que lhes sejam aplicáveis;
- e) Os docentes em regime de requisição e destacamento mantêm-se na mesma situação até ao termo do respectivo prazo de mobilidade.

2. Os docentes que transitam para a Uni-CV nos termos dos números anteriores terão enquadramento num dos escalões do respectivo quadro de pessoal, de acordo com as seguintes regras:

- a) Os actuais Assistentes transitam para a categoria de Assistente, no escalão A da mesma categoria, ou no escalão B, caso possuam vínculo definitivo e mais de cinco anos de exercício efectivo de funções docentes no ensino superior público;
- b) Os actuais Assistentes Graduados e os Assistentes com o grau de Mestrado transitam para a categoria de Assistente Graduado, no escalão A da mesma categoria, ou no escalão B, caso possuam vínculo definitivo e mais de cinco anos de exercício efectivo de funções docentes no ensino superior público;
- c) Os Professores mantêm-se nos escalões correspondentes às respectivas categorias, salvo se contarem mais cinco anos de serviço no escalão actualmente detido, caso em que transitam para o escalão imediatamente superior.

3. O júri a que se refere a alínea a) do número 1 é nomeado pelo Reitor, de entre professores, nacionais ou estrangeiros, com categoria igual ou superior à dos docentes que transitam.

4. A seu pedido e havendo conveniência de serviço, os docentes referidos na alínea e) do número 2, possuidores do grau de mestrado ou de doutoramento ou que estejam a frequentar um curso de pós-graduação, poderão ser transferidos para os quadros de pessoal da Uni-CV, em regime de carreira, na mesma categoria ou naquela para que estiverem habilitados, sem prejuízo do disposto no presente diploma e dos demais requisitos legais aplicáveis.

5. Na ponderação da conveniência de serviço a que se refere o número anterior, deve ser considerada a avaliação de desempenho na Uni-CV, que não deve ser inferior a Bom.

Artigo 79º

Lista de transição

1. Para efeitos de aplicação do presente estatuto, a Uni-CV deve organizar, no prazo de trinta dias após a sua entrada em vigor, uma lista nominal do pessoal docente em regime de carreira e de emprego que transita para os quadros de pessoal, contendo os seguintes dados:

- a) Nome completo;
- b) Natureza do vínculo;
- b) Categoria;
- c) Referência e escalão;

2. A lista a que se refere o número anterior é mandada publicar no *Boletim Oficial* por Despacho do Reitor e dela cabem reclamação, no prazo de vinte dias, perante o Reitor, e recurso contencioso, nos termos da lei.

Artigo 80º

Intercomunicabilidade de carreiras

É permitida a intercomunicabilidade entre as carreiras de pessoal docente e as carreiras de pessoal técnico e administrativo da Uni-CV, observados os requisitos de ingresso ou acesso previstos no Estatuto do Pessoal não Docente e demais normas regulamentares definidas pelo órgão competente da universidade.

Artigo 81º

Fiscalização do Tribunal de Contas

Os actos de provimento do pessoal docente da Uni-CV estão sujeitos à fiscalização sucessiva do Tribunal de Contas

Artigo 82º

Aplicação supletiva da lei geral

Em relação a todas as matérias não reguladas no presente estatuto aplicam-se, na medida em que sejam compatíveis, as regras previstas no Código Laboral vigente e as disposições gerais constantes do Estatuto do Pessoal Docente do Ensino Superior.

ANEXO I

Quadro de pessoal a que se refere o nº 1 do artigo 69º

Categoria	Refer^a	Escalões	Nº de lugares
Professor titular	5	A a E	80
Professor associado	4	A a E	100
Professor auxiliar	3	A a E	150
Assistente Graduado	2	A a E	100
Assistente	1	A a E	100

ANEXO II

Tabela de remunerações a que se refere o nº 2 do artigo 72º

Categoria	Refer^a	Escalões/Índice remuneratório				
		A	B	C	D	E
Professor Titular	5	213 = 221.946,00	225	235	245	255
Professor Associado	4	186 = 193.812,00	200	210	220	230
Professor Auxiliar	3	158 = 164.636,00	170	180	190	200
Assistente Graduado	2	121 = 126.082,00	130	140	150	160
Assistente/ Monitor	1	100 = 104.200,00	110	120	130	140

Índice 100 = 104.200,00

ANEXO III

Pessoal do quadro transitório – nº 6 do artigo 77º

Categoria	Escalões/Índice remuneratório				
	A	B	C	D	E
Professor Titular	213 = 221.946,00	225	235	245	255
Professor Associado	186 = 193.812,00	200	210	220	230
Professor Auxiliar	158 = 164.636,00	170	180	190	200
Assistente Graduado	121 = 126.082,00	130	140	150	160
Assistente/Monitor	100 = 104.200,00	110	120	130	140

Índice 100 = 104.200,00

Secretaria-Geral do Governo, na Praia, aos 6 de Maio de 2009. – A Secretária-Geral, *Ivete Herbert Lopes*

—oço—

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO
E ENSINO SUPERIOR
E MINISTÉRIO DO TRABALHO,
FORMAÇÃO PROFISSIONAL
E SOLIDARIEDADE SOCIAL

Gabinete das Ministras

Portaria nº 16/2009

de 18 de Maio

Estando Cabo Verde a atravessar um período particularmente virtuoso, em matéria de desenvolvimento económico, social e cultural, tendo já contabilizado ganhos expressivos, nomeadamente a conquista do estatuto de PRM – País de Rendimento Médio, a nossa integração

na OMC – Organização Mundial do Comércio, bem como o Estatuto Especial junto à EU – União Europeia e mais recentemente a ratificação da parceria para a mobilidade, através da migração circular, são aspectos encorajadores para a nossa perspectiva e ambição de num horizonte médio atingirmos a meta de país desenvolvido.

No entanto, esses ganhos constituem um grande desafio ao país e só poderão ser consolidados, com uma aposta firme na educação e valorização do capital humano cabo-verdiano, com vista a dotar o país de uma mão-de-obra altamente qualificada nos diferentes sectores de actividade aumentando, assim, a nossa produtividade e competitividade, gerando riqueza, reduzindo o desemprego e consequentemente combater a pobreza.

É neste contexto, que o Governo de Cabo Verde entende que a via para se alcançar esse desiderato, passa essencialmente pela massificação da formação técnica e profissional, aumentando e diversificando a oferta formativa destinada aos jovens, mas pautando sempre pela qualidade.

Neste quadro, o Governo através do Ministério da Educação e Ensino Superior (MEES) e do Ministério do Trabalho, Formação Profissional e Solidariedade Social (MTFPSS) decidiu criar as Unidades Formativas nas Escolas Secundárias de via geral, com vista a implementar nas escolas secundárias do país cursos de formação profissional de nível I, II e III em diversas áreas.

Tendo em conta as orientações do Plano Estratégico da Formação Profissional, especialmente nos eixos 1 e 3 e o Plano Estratégico da Educação;

Considerando, ainda o disposto nos nºs 1, 3 e 4 do artigo 5º e da subalínea i. da alínea a), do nº1 do artigo 14º ambos do Regime Jurídico Geral da Formação Profissional, aprovado pelo do Decreto-Lei nº 37/2003 de 6 de Outubro, conjugados com o nº 2 do artigo 1º do Decreto Regulamentar nº15/2005 de 26 de Dezembro, que define o Estatuto de Centros de Formação Profissional.

Ao abrigo do nº 1 do artigo 3º do Decreto-Regulamentar nº 15/2005, de 26 de Dezembro;

Manda o Governo da Republica de Cabo Verde, pelas Ministras da Educação e Ensino Superior, e do Trabalho, Formação Profissional e Solidariedade Social, o seguinte:

Artigo 1º

Criação

1. São criadas as Unidades Formativas nas seguintes Escolas Secundárias:

- a) Escola Secundária de João Teves, no Concelho de São Lourenço dos Órgãos, na ilha de Santiago;
- b) Escola Secundária Baltazar Lopes da Silva, no Concelho da Ribeira Brava, na ilha de São Nicolau;
- c) Escola Secundária do Sal Rei, na Vila de Sal Rei, na ilha da Boa Vista;
- d) Escola Secundária de Coculi, no Concelho da Ribeira Grande, na ilha de Santo Antão.

2. Para cada curso a ser ministrado pelas Unidades Formativas, é estabelecido o limite máximo de 25 formandos.

Artigo 2º

Objectivos

As Unidades Formativas têm com o objectivo

- a) Formar profissionais em áreas específicas de acordo com as necessidades de cada localidade onde estão inseridas as Unidades Formativas;
- b) Complementar, aperfeiçoar os perfis de formação numa perspectiva de convergência e interligação de novas ofertas formativas em articulação com o mercado de trabalho;
- c) Incentivar e promover o empreendedorismo dos jovens formandos; e
- d) Capacitar e inserir os jovens no mercado de trabalho.

Artigo 3º

Frequência às Unidades Formativas

1. Podem candidatar-se á frequência às Unidades Formativas:

- a) Jovens com idade compreendida entre os 16 e os 25 anos de idade; e

- b) Jovens com idade escolar que se encontram dentro e fora do Sistema Educativo e de acordo com os critérios de Acesso e de Permanência no Ensino Secundário.

2. Os jovens referidos no nº 1 devem:

- a) Ter nacionalidade cabo-verdiana, preferencialmente;
- b) Ter 8º ano de escolaridade completo ou certificado de formação profissional de nível para cursos de formação profissional de nível II; e
- c) Ter 10º ano de escolaridade completo ou certificado de formação profissional de nível II Para cursos de formação profissional de nível III.

Artigo 4º

Seleccção dos candidatos

1. A selecção dos candidatos à matrícula nas Unidades Formativas é feita através de um concurso de acesso.

2. A selecção dos candidatos inclui a análise do processo de candidatura, bem como a realização de entrevistas.

3. O processo de concurso é instruído com os seguintes documentos:

- a) Boletim de inscrição de modelo aprovado pelo Instituto de Emprego e Formação Profissional;
- b) Certificado de habilitações literárias;
- c) Fotocópia do bilhete de identidade.

Artigo 5º

Matrículas

O processo de matrícula é instruído com os seguintes documentos:

- a) Boletim de matrícula;
- b) Atestado médico;
- c) Registo criminal;
- d) Duas fotografias.

Artigo 6º

Formadores

1. São formadores os professores com experiência na área a administrar, sendo dada preferência no recrutamento os candidatos a formadores residentes na área de localização da Escola Secundária.

2. Os formadores devem ter:

- a) Formação específica na área que pretende ministrar o módulo; e
- b) Formação pedagógica ou 2 anos de experiência como docente.

3. Os formadores são seleccionados através da análise curricular e de entrevista.

Artigo 7º

Contrapartida aos cursos ministrados pelas Unidades Formativas

1. O desenvolvimento dos cursos ministrados pelas Unidades Formativas tem como contrapartida a participação do formando nos custos da formação.

2. A participação a que se refere o número anterior assume as formas de propinas e emolumentos.

Artigo 8º

Emolumentos e Propinas

1. Os emolumentos e o montante da propina a ser pago por cada formando e por cada curso serão objecto de despacho da Ministra da Educação e Ensino Superior.

2. O montante da propina a ser pago por cada formando e para cada curso será condicionado aos rendimentos anuais do mesmo e/ou dos seus encarregados de educação, mediante documento comprovativo.

Artigo 9º

Plano curricular e o organograma das Unidades Formativas

O plano curricular das acções formativas a serem levadas a cabo nas Unidades Formativas, bem como as normas de organização e funcionamento das Unidades Formativas são estabelecidas por despacho conjunto dos membros de Governo responsáveis pelos sectores de educação e formação profissional, ouvidos o Instituto de Emprego e Formação Profissional e o Director da respectiva Escola Secundária.

Artigo 10º

Entrada em vigor

A Presente portaria entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação.

Gabinete das Ministras da Educação e Ensino Superior e do Trabalho, Formação Profissional e Solidariedade Social, na Praia, aos 4 de Maio de 2009. — As Ministras, *Vera Duarte Lobo de Pina - Maria Madalena Brito Neves*.

**CONSELHO SUPERIOR
DA MAGISTRATURA JUDICIAL****Acto Eleitoral**

No dia 8 de Maio de 2009 teve lugar na Cidade da Praia, a Assembleia de Juizes com vista à eleição, por escrutínio secreto, de dois magistrados judiciais para o mandato de membro do Conselho Superior da Magistratura Judicial, nos termos do artigo 221º nº 3, al. a) da Constituição da República, conjugado com o artigo 51º da Lei nº 135/IV/95, de 3 de Julho.

Havendo cinco candidatos e tendo participado na votação trinta e cinco magistrados judiciais, apurou-se a final, a eleição dos seguintes Juizes de Direito:

1. Dr. Ricardo Cláudio Monteiro Gonçalves, Juiz de Direito de 2ª Classe do quadro da Magistratura Judicial, colocado no 1º Juízo Cível do Tribunal da Comarca de 1ª Classe da Praia; e
2. Drª. Januária Tavares Silva Moreira Costa, Juiz de Direito de 2ª Classe do quadro da Magistratura Judicial, colocada no 4º Juízo Cível do Tribunal da Comarca de 1ª Classe da Praia.

Conselho Superior da Magistratura Judicial, na Praia, aos 11 de Maio de 2009. — O Presidente, *Arlindo Almeida Medina*.

**BOLETIM OFICIAL**

Registo legal, nº 2/2001, de 21 de Dezembro de 2001



Av. Amílcar Cabral/Calçada Diogo Gomes, cidade da Praia, República Cabo Verde.

C.P. 113 • Tel. (238) 612145, 4150 • Fax 61 42 09

Email: incv@gov1.gov.cv

Site: www.incv.gov.cv

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao Boletim Oficial desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

Sendo possível, a Administração da Imprensa Nacional agradece o envio dos originais sob a forma de suporte electrónico (Disquete, CD, Zip, ou email).

Os prazos de reclamação de faltas do Boletim Oficial para o Concelho da Praia, demais concelhos e estrangeiro são, respectivamente, 10, 30 e 60 dias contados da sua publicação.

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional.

A inserção nos Boletins Oficiais depende da ordem de publicação neles aposta, competentemente assinada e autenticada com o selo branco, ou, na falta deste, com o carimbo a óleo dos serviços donde provenham.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS

Para o país:

	Ano	Semestre
I Série	8.386\$00	6.205\$00
II Série.....	5.770\$00	3.627\$00
III Série	4.731\$00	3.154\$00

Para países estrangeiros:

	Ano	Semestre
I Série	11.237\$00	8.721\$00
II Série.....	7.913\$00	6.265\$00
III Série	6.309\$00	4.731\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

AVULSO por cada página 15\$00

PREÇO DOS AVISOS E ANÚNCIOS

1 Página	8.386\$00
1/2 Página	4.193\$00
1/4 Página	1.677\$00

Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

PREÇO DESTA NÚMERO — 450\$00